

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Dossier

N° 526 du 24.05.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Silvia Cattori : 15 mai 1948, un anniversaire à ne pas oublier

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : Five minutes from the movie (Life On Wheels) By Haitham al Katib

1-2 Vidéo : Palestinians treated like rats.

1-3 17 chaînes de télévision du Moyen-Orient interdites aux Etats-Unis.

1-4 Un film israélien apprend aux adolescents comment détruire AIAqsa.

1-5 Gilad Atzmon : Le temps qu'il reste... pas des masses, pour Israël.

1-6 Manola Romalo : Entretien avec Pascual Serrano « La censure est le propre du pouvoir ».

2 Les brèves

2-1 Hamas et Fatah célèbrent la "Nakba" côte à côte à Gaza.

2-2 Appel de juifs européens à se démarquer du gouvernement israélien.

2-3 Barack déplore le recul de la place d'Israël dans le monde.

2-4 Le Hamas a accusé les forces de sécurité égyptiennes d'avoir asphyxié quatre Palestiniens qui travaillaient dans un tunnel.

2-5 Les travailleurs d'au moins 40 tunnels avait été intoxiqués par des gaz toxiques depuis qu'à commencé le siège de Gaza,

2-6 Le Hamas accuse l'Égypte de torturer des détenus palestiniens.

2-7 Saed Bannoura: La colonie d'Ariel déverse ses égouts sur une ville palestinienne.

2-8 Shimon Pères objet d'une "humiliation cruelle" ...à Moscou.

2-9 Les Juifs américains ont réservé un accueil chaleureux à Ahmadinejad.

2-10 Medvedev et Assad rencontrent le chef du Hamas.

2-11 Sayed Nasrallah:"Les verdicts contre les combattants sont une source de fierté".

[2-12 Sérieuses préoccupations israéliennes quand à leur avantage.](#)

[2-13 Révélation des contrats nucléaires illégaux de Washington avec Tel-Aviv. militaire!](#)

3 Dossier

3-1 Le monde arabe de la Palestine à l'Irak.

3-2 Un nouveau plan de paix à l'automne.

3-3 Mohamed El Bachir : Amalek et l'Etat d'Israël.

3-4 Leila Mazboudi : Pots de vin et chantage à l'ONU pour la création « d'Israël ».

3-5 [Nouveau décret de boycott contre Israël.](#)

3-7 Jean-Paul Le Marec : A quoi servent les déclarations et les résolutions?

3-8 Ce que les Israéliens refusent de voir ...

3-9 Danielle Bleitrach : "Si vous aviez un cœur, vous pleureriez pour les Palestiniens".

3-10 Une hausse sans précédent du cancer dans la bande de Gaza.

3-11 [L'ambiguïté nucléaire israélienne sur la sellette.](#)

3-12 Pendant ce temps là

3-13 [Quand on voit "Israël" allant contre la paix, nous redoutons la guerre!](#)

3-14 Carlo Strenger : Juifs de gauche du monde entier, unissez-vous.

3-15 Vers un mouvement juif européen pour la paix.

Tiré a part

Silvia Cattori : 15 mai 1948, un anniversaire à ne pas oublier

Palestine 62 ans après la NAKBA

Le 15 mai 1948, au lendemain de la proclamation de l'État d'Israël par David Ben Gourion, commençait une guerre de terreur et de dépossession traumatisante qui allait chasser 850'000 Palestiniens de leurs terres.

Pour comprendre ce que ce douloureux anniversaire - appelé catastrophe (Nakba) - représente pour les Palestiniens, ce bref commentaire de Gilad Atzmon, ainsi que deux émouvantes vidéos.

15 mai 2010

L'exode des Palestiniens en 1948

À la question « Les Israéliens ou les juifs n'ont-ils pas droit à disposer d'un foyer national, d'un foyer en sécurité ? »,

Gilad Atzmon répond :

« Si l'on parle dans l'absolu, la réponse est NON. Si les juifs avaient jamais eu un droit à disposer d'un foyer national, ce droit ils l'ont perdu il y a fort longtemps. Comme nous le savons, le sionisme a célébré la renaissance nationale juive sur le dos du peuple palestinien.

Permettez-vous qu'une bande de fanatiques italiens envahisse votre maison, à Athènes, simplement parce qu'ils sont convaincus que votre habitation faisait autrefois partie de l'Empire romain ? Ils pourraient toujours affirmer que votre maison appartenait à leurs ancêtres romains. A coup sûr, ces Italiens ne s'en tireraient pas à si bon compte. C'est pourtant ce que les sionistes ont réussi à faire, tout du moins pendant un certain temps.

Il n'y a pas de place pour un État raciste célébrant ses symptômes tribaux au détriment d'autrui. » [1]

Vidéo illustrant la Palestine touchante et paisible d'avant la Nakba de 1948 :

<http://avoicefrompalestine.wordpress.com/2010/05/14/palestine-before-the-nakba-1948/>

Vidéo illustrant les horreurs endurées par les Palestiniens depuis 62 ans :

<http://avoicefrompalestine.wordpress.com/2010/01/14/this-is-zionism-1/>

Silvia Cattori

<http://www.silviacattori.net:80/article1216.html>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : Five minutes from the movie (Life On Wheels) By Haitham al Katib

http://www.youtube.com/watch?v=F50QFeaNwPs&feature=player_embedded#!

1-2 Vidéo : Palestinians treated like rats

http://www.youtube.com/watch?v=-Hy9XprMoqw&playnext_from=TL&videos=DnkhszGR9CI&feature=sub

1-3 17 chaînes de télévision du Moyen-Orient interdites aux Etats-Unis.

Les Etats-Unis envisagent une forme de censure médiatique anti-arabe, en interdisant plus de 17 chaînes de télévision moyen-orientales de « broadcaster » sur leur territoire.

Selon l'hebdomadaire American Free Press, « alors que les Etats-Unis soutiennent financièrement partout dans le monde les médias qui sont actifs dans le sens du tapage propagandiste du régime sioniste et de l'Amérique, les congressistes US essaient de faire passer un projet de loi permettant de censurer les informations qui seraient

aux antipodes des politiques américaines.

"Les décideurs américains sont d'avis que le public ne devrait pas connaître tous les aspects d'une information pour ne jamais mettre en question l'Amérique et Israël.", toujours d'après American Free Press.

Le nouveau projet de loi en cours d'adoption au Congrès, concerne plus de 17 chaînes de télévision aux Etats-Unis.

13/05 almanar

1-4 Un film israélien apprend aux adolescents comment détruire AlAqsa.

Les Israéliens s'attellent à user de tous les moyens pour réaliser leur rêve: la destruction de la Mosquée d'al-Aqsa.

Cette fois-ci, un groupe d'extrémistes juifs a eu recours à la production d'un film qui apprend aux jeunes juifs comment parvenir à la réalisation de ce rêve.

Le film parle du bombardement et de la destruction de la Mosquée d'AlAqsa qui sera remplacée par le soi-disant temple de Salomon.

Ce film qui a notamment été distribué aux adolescents juifs, montre un avion israélien larguant une bombe sur la Mosquée d'Al-Aqsa qui tombe en ruines.

Le scénariste évoque alors, le soi-disant Salut d'"Israël" après la construction du temple à sa place.

Cela sera-t-il proche, demande le scénariste?

Un des extrémistes lui répond: nous prions Dieu pour que cela se passe, et qui sait?

Peut être mon fils sera un jour pilote et accomplira cette mission.

Un autre s'est félicité que son fils participait à une cérémonie religieuse dans laquelle le film a été diffusé. Il a ajouté que plusieurs copies de ce film ont été distribuées à grande échelle dans les colonies de la Cisjordanie et de Jérusalem.

Pour la télévision israélienne, ce film n'est pas un phénomène passager. Elle a notamment rappelé une prière organisée, dans la colonie de Tabouh. Les Colons avaient invoqué Dieu pour qu'il détruise la Mosquée d'AlAqsa.

Toujours selon la télévision israélienne, la visite continue des rabbins juifs pour prier sur l'esplanade des mosquées fait partie de leur tentative de mettre la main sur la Mosquée d'AlAqsa.

Notons que la diffusion de ce film intervient au moment où les Juifs célèbrent le 43ème anniversaire de la soi-disant "réunification de Jérusalem" occupée.

15/05

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=137634&language=fr>

1-5 Gilad Atzmon : Le temps qu'il reste... pas des masses, pour Israël.

Cette année, le Festival du Film Palestinien à Londres a ouvert avec la dernière œuvre d'Elia Suleiman, Le Temps qu'il reste (105min), une monumentale réflexion poétique sur la Palestine depuis 1948.

Le dernier film de Suleiman me fait penser au livre de Ramzy Baroud, Mon père était un combattant de la liberté[1].

Chacune des deux œuvres retrace une exploration personnelle et dévastatrice de la désespérance. Toutes deux sont saturées d'échecs et de trahisons à répétition.

Baroud et Suleiman sont assez courageux pour critiquer leur 'récit collectif', mais ils pimentent leur histoire avec un esprit, un espoir et un humour stupéfiants. Ils vous font rire juste au moment où vous allez fondre en larmes. Comme Baroud, Suleiman juxtapose le voyage palestinien du paradis vers l'enfer à l'imaginaire sioniste du retour de 'l'enfer' vers 'l'Eden'. Les images terribles de dépossessions et tortures en Palestine s'intercalent avec des scènes où l'arrogance, le pillage et le sadisme israéliens s'en donnent à cœur joie. Ce mouvement croisé des deux peuples est essentiel pour comprendre le conflit. Autant l'expulsion de Palestine est concrètement et profondément ancrée dans la conscience de chaque Palestinien, autant le 'retour chez soi' de l'imaginaire juif, le voyage de 'l'enfer hostile de la diaspora' vers 'l'Eden sioniste', s'est révélé hasardeux, voire impitoyable, pour les juifs.

Il est manifeste que les Israéliens n'ont jamais réussi à faire de la terre sainte leur 'patrie'. Ils sont étrangers à sa nature, ils ont empoisonné le sol et pollué les rivières, ils ont ravagé le paysage avec des murs de béton gigantesques et de monstrueuses colonies, mais pire encore, ils ont éradiqué la civilisation palestinienne, ou du moins ont tenté de le faire. En fait, cette façon unique qu'ont les Israéliens d'être 'séparés' est le point de départ du film de Suleiman.

Avec Suleiman lui-même, assis, silencieux, à l'arrière d'un taxi flambant neuf, nous voyons un chauffeur israélien qui se prépare pour un périple. Par son système de communication radio, il prévient sa station, « n'essayez pas de me contacter, je pars pour une longue course.. ». Dès les premières secondes du voyage, un orage éclate, avec des éclairs, du tonnerre et une pluie battante. Notre chauffeur israélien est totalement désorienté, il n'y voit plus, il ne sait plus où il est, il n'a plus d'essence. Il ne tarde pas à arrêter la voiture et se rend compte alors que la radio est morte. Il perd son sang froid, « Mais qu'est-ce que je fous là, moi ? Où je suis, là ? Mais pourquoi je suis venu là, d'abord ? ». Le chauffeur israélien est bloqué au milieu de la nuit et de nulle part. Il est isolé, sans radio ni essence, sur une terre inconnue qui était supposée être sa terre promise. Il est isolé mais il n'est pas seul. Il a un passager palestinien silencieux, assis confortablement à l'arrière et qui le regarde.

L'allégorie est assez évidente. Les sionistes voulaient tellement croire que leur projet de 'retour chez soi' était un voyage de 'l'enfer de la diaspora' vers un 'abri garanti', qu'ils sont devenus prisonniers de leur aspiration immorale et fatale. Gorgés de pouvoir, surchargés d'armement étazunien, ils conduisent un Hummer tout neuf, traversant dans l'obscurité un terrain étranger et hostile, ils ne savent pas où ils vont, ils n'ont presque plus d'essence et ils ne savent pas pourquoi ils font ça. Toutefois, une chose est certaine, ils ont un passager palestinien silencieux, assis confortablement à l'arrière. Ce dernier, comme nous tous, les observe dans leur déchéance.

Suleiman offre une lecture critique de la société palestinienne. Il touche certains des sujets les plus douloureux, il examine les collabo, il affronte la lâcheté, il aborde les pulsions maniaco-dépressives qui font partie de la culture arabe, et pourtant, malgré tout cela, il y a de l'espoir en lui. Aussi miraculeux que cela puisse paraître, la Palestine semble triompher.

Dans la chronique filmée de Suleiman, nous suivons le reportage d'une armée criminelle, organisée, qui combat la résistance éparse des civils. Nous voyons les soldats des FID[2] piller, terroriser et torturer la population civile, nous voyons les fiers habitants devenir une minorité vaincue sur leur propre terre, des enfants palestiniens chanter des chants sionistes à l'école devant un ministre israélien ravi. Puis, on nous montre les soldats des FID tirant sur ces enfants quand, devenus adolescents indomptables, ils lancent des pierres. Ensuite Suleiman nous emmène au cœur de l'actuelle Ramallah, où nous voyons des Palestiniens vivre plus ou moins dignement, en célébrant d'une manière ou d'une autre leur culture arabe.

Toujours à Ramallah, nous assistons à une scène qui donne à réfléchir parce qu'elle éclaire sous un jour différent le rapport de force entre Israéliens et Palestiniens. Alors qu'un tank Merkava envahit la totalité de l'écran, nous remarquons un jeune Palestinien qui sort de chez lui pour aller vider la poubelle. Le tank israélien s'arrête. Son canon suit la tête du jeune homme tandis que celui-ci marche vers le container à ordures. C'est une image pénible à regarder. Mais, alors qu'il retourne chez lui, le jeune Palestinien reçoit l'appel d'un ami sur son téléphone portable. Le jeune reste alors dans la rue, bavardant joyeusement avec son pote. Pendant tout ce temps, le canon du Merkava suit le moindre de ses déplacements, ressemblant de plus en plus à la parodie du pouvoir israélien. A aucun moment le jeune Palestinien ne prête la moindre attention au canon de gros calibre qui reste pointé sur sa tête, où qu'elle soit. Le pouvoir de dissuasion israélien ne semble plus intéresser que les historiens.

Le message de Suleiman est clair. Pour perpétuer le projet national juif, Israël pourrait bien devoir assigner un tank à chaque Palestinien. Mais il va plus loin. Tandis que le jeune Palestinien est debout et dehors, profitant librement du soleil méditerranéen, quatre soldats israéliens, probablement du même âge, sont enfermés dans un tank Merkava. Les Israéliens sont coincés par une impitoyable et néanmoins futile idéologie qui ne mène nulle part. Ils sont assujettis à un jeune homme qui ne prend pas la peine de leur jeter ne serait-ce qu'un coup d'œil. Les soldats israéliens sont privés de la lumière du jour. Ils voient la vie à travers leur périscope militaire. Le tank Merkava peut-être interprété comme une métaphore de la mentalité israélienne de ghetto. Cependant, en ce qui concerne Israël, le Merkava n'est pas qu'une métaphore, ce n'est pas seulement du symbolisme, c'est la réalité vraie de l'état juif et de l'être juif politique. Les Israéliens s'enferment eux-mêmes derrière des murs de séparation ou dans des tanks et des bunkers.

Alors que dans son film précédent, la victoire nécessitait une Intervention divine, dans celui-ci, le brouillard se dissipe. Les Palestiniens semblent gagner simplement parce que les Israéliens sont condamnés à perdre. Les Israéliens sont victimes de leur propre brutalité implacable. Plus ils sont sinistres, plus ils sont tourmentés par la peur qu'ils s'infligent eux-mêmes. La paranoïa israélienne est une affaire de projection. Ils pensent, « si d'autres sont aussi brutaux que nous, nous allons vraiment au devant de graves ennuis ».

Symboliquement, Suleiman est de Nazareth, ce qui peut rappeler à certains d'entre nous qu'un autre, de cette même ville, a fait, il y a juste 2000 ans, une critique très semblable du tribalisme juif. Israël est effectivement enfermé dans le même cercle vicieux que ses ancêtres imaginaires. Plus il devient barbare, plus il est terrorisé par sa propre sauvagerie. Jésus avait vu ça. Aime ton prochain était sa solution. Tends l'autre joue, affirmait-il. L'impossibilité pour Israël de comprendre que la compassion est la solution, voilà le sens de la tragédie juive. Nous avons affaire à la chronique en temps réel d'un désastre imminent. Par ailleurs, dans sa description de l'histoire récente de la Palestine, c'est la clémence des Palestiniens que Suleiman met au grand jour.

Suleiman pourrait bien être le dernier maître du symbolisme poétique au cinéma. Il réussit à propager le message le plus subversif par la musique et le silence. Il transmet les idées philosophiques les plus profondes à travers la moindre chorégraphie. Bien que le cinéma soit un art principalement visuel, dans le travail de Suleiman l'oreille a une importance prépondérante. La musique, les bruits et les rythmes montrent ce qui « est invisible pour les yeux ». Le son est le lien avec le passé. C'est l'oreille qui transcende pour nous le royaume de l'universel. C'est l'ouïe plus que la vue, qui nous met en relation avec notre passé, notre présent et notre futur.

[1] My Father Was a Freedom Fighter.

[2] Forces de Defense Israéliennes (sic !)

Gilad Atzmon

16 mai 2010

Texte original :

<http://www.gilad.co.uk/writings/not...>

traduit par Chris.

Pour voir la bande annonce du film : <http://www.youtube.com/watch?v=ZmUP...>

URL de cet article : <http://www.legrandsoir.info/Le-temps-qu-il-reste-pas-des-masses-pour-Israel.html>

1-6 Manola Romalo : Entretien avec Pascual Serrano « La censure est le propre du pouvoir ».

En tant qu'information alternative aux grands médias, le journaliste espagnol Pascual Serrano (Valence, 1964) fonda en 1996 le journal électronique indépendant « Rebelión ».

En 2006-2007 il a été assesseur éditorial au canal de télévision alternatif de Caracas, Telesur.. Pascual Serrano écrit pour une dizaine de journaux, tels : « Público », « Diagonal », « Mundo obrero », « El otro país » et « Le Monde Diplomatique ».

Vous démontrez dans vos essais que la fonction principale des grands médias de la presse, de la radio, de la télévision et de l'Internet est de « convaincre l'ensemble des populations de leur adhésion aux idées des classes dominantes ».

Comment parviennent-ils à obtenir ce consensus de la part du grand public ?

À cet effet les médias utilisent de nombreuses techniques qui dépendent en particulier de chaque cas et du profil social des récepteurs. Mais où ils ont le plus de succès, c'est dans le fait de nous convaincre que le contenu de leurs informations est neutre, objectif et impartial...Le public croit qu'il a devant soit quelque chose d'aseptique. Le secret consiste à réaliser une « intentionnalité informative » de telle sorte que le citoyen ne s'en aperçoive pas. L'époque où on nous faisait ingurgiter d'interminables discours ou des articles d'opinion séducteurs est passé.

Dans d'autres circonstances, les médias présentent en tant qu'opinion de la majorité des citoyens uniquement l'opinion éditoriale du média respectif. De la même façon, le langage est manipulé pour servir les intérêts des classes dominantes. Des mots et des concepts qui ne doivent plus exister dans l'imaginaire collectif, par exemple celui de « classes sociales », disparaissent.

Généralement nous croyons que seules les dictatures censurent les médias. Mais la nouvelle forme de censure emploie des méthodes bien plus subtiles. Quels sont ses principaux mécanismes ?

La censure traditionnelle consistait à interdire que se transmettent les informations ou les opinions qui ne plaisaient pas au pouvoir. Aujourd'hui, au nom de la liberté d'expression, on diffuse des mensonges et des falsifications avec une totale impunité. De cette façon la vérité termine occultée entre mensonges et trivialités, le résultat est le même qu'avec la censure. D'autres fois on omet des éléments de contexte ou bien des antécédents indispensables pour comprendre un événement controversé, fait qui censure l'événement dans toute sa complexité

Le 26 mars, Wikileaks a dénoncé le plan de la CIA de lancer une campagne en Europe, principalement en France et en Allemagne, ayant comme but d'influencer l'opinion publique en faveur de la guerre d'Afghanistan. (1) Cette information a été passée sous silence par tous les grands médias de ces deux pays. Qui filtre l'information ?

Les grands médias de communication sont uniquement les supports des puissants groupes économiques- Les intérêts, les valeurs et les principes de ces groupes vont servir comme filtres pour choisir ce qui sera publié ou pas. De la même façon vont influencer d'autres lobbys nécessaires, qui ne sont pas forcément des actionnaires. Par exemple : les annonceurs, les entreprises avec lesquelles les médias travaillent, les gouvernements amis, etc. ...

Occultant le fait que le gouvernement du Venezuela a pris des mesures pour protéger sa population de la spéculation des entrepreneurs, l'agence d'État Germany Trade & Invest écrivait dans un rapport, fin janvier 2010: « Le désavantage pour les entrepreneurs est le fait qu'il leur est enlevé le moyen de supra-facturation.» Ces « désavantages » seraient-ils la cause de la guerre médiatique déchainée par les pays néolibéraux contre le président Hugo Chávez ?

Les gouvernements progressistes d'Amérique Latine sont un défi pour le modèle néolibéral des pays riches. Ils ont démontré qu'ils ont l'appui des masses populaires, qu'ils gagnent à tour de bras les élections, que le peuple défend au-delà des urnes ces gouvernements avec une passion impressionnante, qu'ils ont obtenu des améliorations sociales inimaginables sous les régimes néolibéraux des années '90, que l'état peur (et doit) jouer un rôle important dans l'économie et dans les secteurs stratégiques, que les ressources naturelles doivent être publiques et nationales. Tout cela suppose une perte de terrain pour la progression du néolibéralisme et ne pouvait provoquer qu'une réaction agressive de la part des pouvoirs économiques mondiaux.

C'est à travers les médias de communications - aujourd'hui les champs de bataille prioritaires - que s'obtient l'adhésion de l'opinion publique, condition sine qua non pour imposer les agressions suivantes.

Quels moyens ont les citoyens pour reconnaître les vraies informations des mensonges. Quelles références intellectuelles ont-ils comme choix ?

Le journalisme se passe de même qu'en médecine : vous devez avoir confiance dans un média de communication ou bien dans un journaliste de la même manière que vous vous confiez à un chirurgien pour qu'il opère votre cœur.

Puisque normalement nous ne pouvons pas aller en Afghanistan pour vérifier ce qui s'y passe, nous devons avoir confiance en celui qui nous rapporte les faits de ce pays. Le premier pas est de savoir qui est le patron du média de communication, quelle entreprise ou quels intérêts se trouvent derrière. Il pourra mériter notre confiance uniquement si nous savons qu'il s'agit d'un projet indépendant des groupes d'entrepreneurs. De même, nous devons détecter les analystes et les journalistes honnêtes et rigoureux, spécialisés dans différents thèmes.

Dans mon livre « Désinformation » je fais des propositions en ce sens. D'autre part, nous devons connaître l'éventail des mouvements sociaux pour pouvoir leur demander conseil. Ils connaissent les sources et manient de précieuses informations que les grands médias ne nous offrent pas.

Publications récentes de Pascual Serrano :

« Perles, gros mensonges, sottises et tricheries des médias de communication » (2006, 2007, Vol.1 et Vol. 2).

« Médias violents. Mots et images pour la haine et la guerre » (2007).

« Désinformation. Comment les médias occultent le monde » (2009). « Le journalisme est la nouvelle » (avril, 2010).

1. <http://rawstory.com/rs/2010/0326/cia-paper-reveals-strategies-manipulate-european-opinion-afghanistan/>

Source: [hintergrund](#)

Manola Romalo

05 Mai

http://michelcollon.info/index.php?option=com_content&view=article&id=2731:entretien-avec-pascual-serrano-l-la-censure-est-le-propre-du-pouvoir-r&catid=6:articles&Itemid=11

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Hamas et Fatah célèbrent la "Nakba" côte à côte à Gaza.

Les dirigeants palestiniens du Hamas et du Fatah ont fait preuve d'une rare cohésion samedi à Gaza à l'occasion de la commémoration de la "Nakba", terme signifiant catastrophe utilisé pour désigner la création de l'Etat d'Israël en mai 1948.

Commémoration à Gaza de la "Nakba", terme signifiant catastrophe utilisé pour désigner la création de l'Etat d'Israël en mai 1948. Les dirigeants palestiniens du Hamas et du Fatah ont fait preuve d'une rare cohésion en se montrant côte à côte. (Reuters/Mohammed Salem)

Les représentants locaux des deux organisations ne s'étaient pas montrés côte à côte depuis que le mouvement islamiste s'est emparé de la bande de Gaza par les armes en juin 2007.

Le rassemblement de samedi, organisé par le Jihad islamique, coïncide avec l'annonce de négociations sérieuses entre le Mouvement de la résistance islamique et le Fatah de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne.

L'homme d'affaires palestinien Mounib al Masri, très impliqué dans les efforts de médiation déployés récemment, a fait preuve d'un optimisme prudent.

"Une issue positive pourrait avoir lieu dans les jours qui viennent, mais il ne faut pas en attendre trop", a-t-il confié à Reuters. Les négociations entamées il y a deux ans sous l'égide du Caire n'ont jusqu'ici donné que peu de résultats.

La médiation de Masri a en revanche donné lieu récemment à un entretien téléphonique entre Mahmoud al Zahar, membre de la direction du Hamas, et Azzam al Ahmed, représentant du Fatah, qui a rencontré un écho important auprès des Palestiniens.

Si ces discussions portent leurs fruits, les deux parties feront une offre aux médiateurs égyptiens, a déclaré Zahar, interrogé par Reuters. "La réconciliation est devenue une nécessité urgente", a-t-il souligné.

Le rassemblement de samedi, s'est quant à lui félicité Zakaria al Agha, au nom du Fatah, marque "le début d'un processus d'achèvement de la réconciliation".

15/05

http://www.lexpress.fr/actualites/2/hamas-et-fatah-celebrent-la-nakba-cote-a-cote-a-gaza_892339.html

2-2 Appel de juifs européens à se démarquer du gouvernement israélien.

Des personnalités juives européennes engagées pour une paix entre Israéliens et Palestiniens lancent un "appel à la raison",

jugeant notamment "dangereux" un "alignement systématique des juifs de la diaspora sur la politique du gouvernement israélien".

Le mouvement, intitulé J Call, pour "European jewish call for reason" devrait être officialisé le 3 mai à Bruxelles lors d'une réunion au Parlement européen. Le site de l'appel (www.jcall.eu) comptait mercredi midi plus de 2.250 signataires, dont de très nombreux Français, Belges mais aussi des Suisses, des Italiens, etc.

"Notre objectif est de rendre publiques les positions de juifs européens, trop longtemps silencieux, et de faire entendre une voix juive solidaire de l'Etat d'Israël et critique quant aux choix actuels de son gouvernement", expliquent les auteurs de ce texte.

"Nous voyons que l'existence d'Israël est à nouveau en danger. Loin de sous-estimer la menace de ses ennemis extérieurs, nous savons que ce danger se trouve aussi dans l'occupation et la poursuite ininterrompue des implantations en Cisjordanie et dans les quartiers arabes de Jérusalem Est, qui sont une erreur politique et une

faute morale", ajoutent-ils.

Les fondateurs du J Call estiment que "l'alignement systématique sur la politique du gouvernement israélien est dangereux car il va à l'encontre des intérêts véritables de l'Etat d'Israël", dont la "survie" en tant "qu'Etat juif et démocratique" est "conditionnée par la création d'un Etat palestinien souverain et viable".

Parmi les signataires de l'appel figurent notamment le cinéaste Elie Chouraqui, l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit, l'écrivain Bernard-Henri Levy ou la psychanalyste Elisabeth Roudinesco.

28/04

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=135393&language=fr>

2-3 Barack déplore le recul de la place d'Israël dans le monde.

Barack, ministre de la Défense israélien, a déclaré lundi qu'il n'existe pas de danger autour de la politique du "flou" imposé par Israël sur son arsenal nucléaire, évoquant "le recul de la place d'Israël sur la scène internationale".

Les médias israéliens ont rapporté, par la voix d'Ehud Barack, lors de la réunion lundi de la commission des Affaires extérieures et de sûreté relevant de la Knesset, "qu'Israël est devant un danger du recul de sa place internationale à long terme, malgré cela, je ne crois pas qu'il existe un danger ou une menace réelle sur la position traditionnelle israélienne du flou nucléaire".

Il a encore indiqué que "l'état de nos relations avec les Etats-Unis semblent stables, même à l'issue des déclarations du Président américain Obama, s'agissant de dénucléariser la région du Moyen-Orient et des allusions en vue de soumettre le projet nucléaire israélien à un contrôle international".

Aux yeux de Barack, "les Américains sont tout à fait conscients que plus le cercle de ceux qui soutiennent les sanctions contre l'Iran s'élargit, plus il devient efficace, et nous constatons un changement dans la position et le ton de l'administration américaine dans sa détermination d'empêcher l'Iran de se transformer en Etat nucléaire".

Il a évoqué les tensions sur les frontières israéliennes avec le Liban et la Syrie, indiquant "qu'il n'existe aucune nécessité pour que l'on se retrouve dans une situation de dégradation militaire en été, malgré les mises en garde du roi de Jordanie Abdallah II". Et d'indiquer : "Personne ne souhaite une telle dégradation militaire, nous sommes en état d'alerte, nous suivons le cours des événements. Israël est fort et dissuasif, et si on nous obligeait, l'armée israélienne riposterait à tout danger.

Au sujet des négociations indirectes entre les Palestiniens et Israël, dont la reprise a été annoncée dimanche, Ehud Barack a exprimé son espoir que "la position palestinienne au sujet du démarrage de telles négociations illustre une entente et un rapprochement entre les deux parties", exprimant la nécessité d'aboutir à des négociations directes. Il a encore laissé entendre "qu'Israël doit proposer une initiative politique sur le long terme en vue de réaliser une avancée avec les Palestiniens".

10/05

[alquds alarabi -](http://www.alquds.alarabi.net)

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/barack-deploire-le-recul-de-la-place-disrael-dans-le-monde/id-menu-957.html>

2-4 Le Hamas a accusé les forces de sécurité égyptiennes d'avoir asphyxié quatre Palestiniens qui travaillaient dans un tunnel.

Le Hamas a accusé jeudi les forces de sécurité égyptiennes d'avoir asphyxié à l'aide de gaz toxique quatre Palestiniens qui travaillaient mercredi dans un tunnel reliant la bande de Gaza à l'Egypte.

Un porte-parole du Hamas, Sami Abou Zouhri, a affirmé que "le Hamas tient la partie égyptienne pour responsable du meurtre de quatre travailleurs innocents décédés après que les forces de sécurité égyptiennes ont injecté des gaz toxiques dans un tunnel".

"Nous exigeons une enquête et que ceux qui sont responsables soient traduits en justice", a réclamé le porte-parole.

"La solution ce n'est pas de tuer des civils innocents, mais d'ouvrir les points de passage", a plaidé M. Abou Zouhri en accusant les forces de sécurité égyptiennes d'avoir tué 40 Palestiniens en injectant des gaz toxiques ou en inondant des tunnels avec des eaux d'égout.

Des médecins palestiniens, employés par le ministère de la Santé du Hamas, ont pour leur part précisé que les quatre Palestiniens étaient morts de suffocation.

Mercredi, quatre Palestiniens sont tués et dix autres blessés par une explosion qui s'est produite du côté égyptien du tunnel.

Au Caire, des responsables de la sécurité égyptienne ont confirmé avoir détruit quatre tunnels au nord de Rafah, sans faire état de victime du côté égyptien. (...)

Le territoire palestinien est soumis par "Israël" à un blocus renforcé depuis juin 2007. L'Egypte a pour sa part à commencé à installer une barrière métallique souterraine à sa frontière avec la bande de Gaza pour lutter contre les tunnels.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=135474&language=fr>

2-5 Les travailleurs d'au moins 40 tunnels avait été intoxiqués par des gaz toxiques depuis qu'à commencé le siège de Gaza,

Le gouvernement de Gaza a exigé justice à l'Égypte après la mort de quatre travailleurs palestiniens dans un tunnel, lesquels ont été empoisonnés par un gaz toxique mercredi soir.

Un des 4 Palestiniens tués, Osama Ali Abu Jamous âgé de 20, lors de ses funérailles dans le camp de réfugiés.

Il demande que les responsables soient traduits en justice.

Le porte-parole du parti du Hamas, Sami Abou Zouhri, a déclaré jeudi que les travailleurs d'au moins 40 tunnels avait été intoxiqués par des gaz toxiques depuis qu'à commencé le siège de Gaza, ce qui représente près de 30% des décès liés aux activités dans les tunnels.

Ces décès s'élèvent aujourd'hui à 145, a ajouté le porte-parole.

Abou Zouhri a également déclaré qu'il considérait comme complètement illégal et immoral le fait que les forces égyptiennes prennent pour cible des travailleurs dans les tunnels, dans un contexte d'aggravation des souffrances des Palestiniens dans Gaza.

Les médecins ont fait savoir mercredi soir que des employés s'étaient rendus dans le tunnel qui avait en fait été « rempli de gaz toxiques il y a une semaine, pour vérifier si la toxine s'était dissipée », comme l'a déclaré à Ma'an Adham Abou Salmiya, porte-parole des services médicaux de Gaza.

« Ils ont été choqués de constater qu'il en restait effectivement dans le tunnel, provoquant les morts et les blessés. »

[Les quatre jeunes gens ainsi assassinés sont : Nedal Al-Jedi, âgé de 20, Osama Ali Abu Jamous, âgé de 20, Mohammed Abu Jamous et Khalid Al-Ramlawi, âgés de 25 ans.]

29 avril

Ma'an News Agency

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8625

2-6 Le Hamas accuse l'Égypte de torturer des détenus palestiniens.

Le Hamas a accusé mercredi l'Égypte de torturer des Palestiniens détenus depuis un à six ans sur son territoire. "Les services de sécurité égyptiens détiennent actuellement 30 membres des factions palestiniennes, dont 11 du Hamas", a déclaré à l'AFP Sami Abou Zouhri, un porte-parole Hamas, en demandant à l'Égypte de les relâcher. Ils sont détenus depuis un à six ans, a précisé le porte-parole.

"La situation des détenus dans les prisons égyptiennes est catastrophique. Ils font l'objet de méthodes de torture horribles, électrocutés, pendus par les membres pendant de longues périodes, battus", a-t-il affirmé.

M. Abou Zouhri a rappelé le décès de son frère en Égypte en octobre 2009.

Le Hamas avait affirmé que Youssef Abou Zouhri avait succombé à des séances de torture "sauvage".

"Jusqu'ici les autorités égyptiennes n'ont pas pris cette question au sérieux. Les arrestations et la torture sont en augmentation", a accusé le porte-parole du Hamas.

L'Égypte et le Hamas, qui est issu des Frères musulmans, le principal groupe d'opposition égyptien, ont des relations tendues. Le Caire tente de favoriser une réconciliation entre le Hamas et le Fatah du président Mahmoud Abbas, qu'il a délogé par la force en juin 2007 de Gaza. Mais le Hamas a dit avoir des "réserves" sur le document de réconciliation préparé par l'Égypte et accepté par le Fatah.

Le mouvement islamiste a en outre accusé les autorités égyptiennes d'avoir "délibérément" tué un pêcheur palestinien mercredi au large de la bande de Gaza.

Ces derniers mois, plusieurs pêcheurs gazaouis ont été détenus puis relâchés par l'Égypte qui les accuse d'être entrés illégalement dans ses eaux territoriales.

Le Caire a récemment renforcé, sous pression israélienne et américaine, son dispositif de lutte contre la contrebande terrestre et maritime avec Gaza afin d'empêcher le trafic d'armes à destination de cette enclave.

La bande de Gaza est soumise à un blocus israélien, y compris maritime, depuis l'été 2006.

12/05

<http://www.romandie.com/ats/news/100512140110.u5q3ry5c.asp>

2-7 Saed Bannoura: La colonie d'Ariel déverse ses égouts sur une ville palestinienne.

La *Palestinian Water Authority* a indiqué que la colonie d'Ariel déverse directement ses eaux usées sur le territoire du village palestinien voisin, Bruqin, ce qui crée une situation dangereuse pour la santé pour les habitants de ce village.

Selon le maire de Bruqin, la situation est devenue extrêmement préoccupante, les eaux d'égout contaminant la nappe phréatique et les cultures dans l'ensemble de la région.

Ariel est la plus importante colonie en Cisjordanie ; environ 40 000 Israéliens y habitent.

Les responsables sionistes ont indiqué qu'ils feraient tout pour garder Ariel lors d'éventuelles négociations avec les Palestiniens, bien qu'il soit reconnu internationalement qu'Ariel, comme d'ailleurs toutes les colonies en Cisjordanie, a été construite en violation flagrante du droit international, notamment de la Quatrième Convention de Genève.

Le déversement de leurs eaux d'égout par les sionistes sur le territoire palestinien est chose courante ; Israël a la mainmise sur 80 % de la ressource hydrique de la Cisjordanie, bien qu'il s'agisse d'un territoire palestinien [ainsi, d'ailleurs, que la « Judée » et la « Samarie », ndt, mais, passons...].

Le maire de Bruquin, Ikrimah Samara a indiqué à des journalistes que le déversement des tinettes sionistes « rend la vie intenable ; cela pollue la nappe phréatique et donc les sources du village ».

L'Autorité palestinienne [sic et re-sic], supposée régir le village comme la totalité de la Cisjordanie, n'a pas été en mesure d'y instaurer son administration effective en raison de l'occupation israélienne qui n'a jamais cessé.

Le responsable de la Palestinian Water Authority Shaddad al-A'tili a récemment dit au maire de ce village, M. Samara, que l'Autorité palestinienne dispose de la technologie nécessaire pour installer des canalisations et des pompes capables de détourner le déversement des égouts [de la colonie sioniste illégale d'Ariel, ndt], mais que « les autorités de l'occupation font obstruction à la construction des installations nécessaires susceptibles de résoudre le problème ».

Les autorités israéliennes ont refusé d'accorder les autorisations requises par Israël pour que le village soit autorisé à installer les canalisations indispensables afin de détourner le déversement des égouts sionistes à distance suffisante de son territoire communal.

Saed Bannoura

27 avril 2010

IMEMC News -Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.imemc.org/article/58538>

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8620

2-8 Shimon Pères objet d'une "humiliation cruelle" ...à Moscou.

Les autorités russes ont obligé Shimon Pères, Président israélien, d'attendre une heure avant d'examiner son passeport, ont refusé de le traiter comme une personnalité VIP, et l'ont obligé de tenir la queue, comme tout passager ordinaire, l'empêchant d'accéder à la piste de l'aéroport avec sa voiture blindée, comme il est d'usage avec le reste des dirigeants.

Les milieux politiques israéliens ont qualifié ce qui s'est passé de "scandale et d'humiliation".

Le journal israélien "Maariv" a accusé les autorités des frontières russes d'infliger "une humiliation cruelle" à Shimon Pères, ajoutant que "contrairement aux usages communément admis, les autorités moscovites ont, de tous les passagers, particulièrement passé au crible les passeports du Président israélien et de ses compagnons".

Le journal a rapporté que "les Russes ont refusé de prime abord, de composer avec Pères comme étant une personnalité importante, et ont astreint ses accompagnateurs d'avoir recours à des services VIP d'une société privée, ce qui a obligé le Président de l'Etat hébreu de se tenir dans la file d'attente, à l'instar de n'importe quel passager".

Les autorités aéroportuaires n'ont pas autorisé Shimon Pères d'accéder au tarmac avec sa voiture blindée, et l'ont contraint de marcher à pieds comme tout passager ordinaire, mais l'intervention de l'ambassade israélienne a empêché cette humiliation, selon les médias hébreux.

Les milieux politiques israéliens ont déploré cette humiliation. Une source israélienne à Moscou a fait savoir que "les autorités russes essayent d'inventer des excuses et des prétextes pour justifier l'humiliation dont a fait l'objet Pères".

Une autre source a prétendu que "les Russes ont humilié délibérément le Président israélien, notamment dans la foulée de la visite du Président russe Dimitri Medvedev en Syrie avant deux jours".

Pour sa part, le ministère des Affaires étrangères israélien a affirmé que "Pères n'a attendu à l'aéroport que pendant une demi-heure seulement, mais il a fait l'objet d'un traitement humiliant et vexant".

Pères s'est dirigée à Moscou au début de la semaine dernière dans le cadre de la célébration du 65ème anniversaire de la victoire sur le nazisme, à l'invitation de son homologue russe Dimitri Medvedev, qui a importuné les Israéliens par ses dernières déclarations, lors de sa récente visite en Syrie, sur la nécessité de négocier avec Hamas.

almasry-alyoum

15/05/2010

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/shimon-peres-objet-dune-humiliation-cruelle-a-moscou/id-menu-957.html>

2-9 Les Juifs américains ont réservé un accueil chaleureux à Ahmadinejad.

04/05

Sous la direction du rabbin David Weiss, nombre de Juifs américains s'étaient rassemblés devant le siège des Nations unies pour accueillir chaleureusement le Président iranien et exprimer leur protestation contre l'entité sioniste.

Les participants au rassemblement qui a duré quelques heures, brandissaient des centaines de pancartes sur lesquelles étaient libellés entre autres « Bienvenue le Président de la RII ».

<http://french.irib.ir/>

2-10 Medvedev et Assad rencontrent le chef du Hamas.

Les présidents russe et syrien Dimitri Medvedev et Bachar Assad ont rencontré mardi le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, en exil à Damas.

Lors de l'entretien, le leader russe a souligné la nécessité de rétablir au plus vite l'unité du peuple palestinien et d'amener ses principaux mouvements, le Fatah et le Hamas, à conjuguer leurs efforts sur la base de la plateforme formulée par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), organisation faïtière de la résistance palestinienne.

2-11 Sayed Nasrallah: "Les verdicts contre les combattants sont une source de fierté"

Le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah a qualifié d'injustes et de politiques les jugements prononcés en Egypte à l'encontre des combattants qui aidaient les moudjahidines de la bande de Gaza.

Dans un entretien à la chaîne télévisée koweïtienne AlRay, Sayed Nasrallah a déclaré: "Dès le premier jour de l'arrestation de nos nobles frères combattants, nous avons confirmé qu'il s'agit de moudjahidines et non pas de criminels, de terroristes et de hors-la-loi comme l'a prétendu le juge de la cour. Leur unique faute est d'avoir aidé leurs frères dans la bande de Gaza et la résistance palestinienne légitime que tout le monde doit soutenir. Ces derniers faisaient donc leur devoir, et tout ce qui a été dit n'est que fabrications pour justifier les mesures prises à leur encontre.

S'adressant aux combattants et à leurs familles, Sayed Nasrallah a déclaré: "Quand vous avez choisi le chemin du soutien au peuple palestinien, vous saviez que vous seriez sujets à la détention, voire à la mort et au martyre. Donc, ces verdicts sont une médaille d'honneur accrochés à vos poitrines".

"C'est une source de fierté, pour nous, pour tous les peuples arabes et islamiques de savoir que nous sommes détenus et emprisonnés parce que nous croyons à Dieu et nous obéissons à Lui lorsqu'Il nous ordonne d'aider nos frères en Palestine et dans la bande de Gaza. Je n'y trouve aucune perte de soutien arabe à la résistance, au contraire, ces verdicts renforcent la crédibilité de notre position et de notre engagement face au peuple palestinien. Certes, nous aspirons à lui présenter plus de soutien. Nous payons le prix de notre choix et nous présentons tous nos sacrifices à Dieu et pour le chemin de Dieu".

Et de terminer, "Evidemment les portes ne sont pas fermées avec l'Egypte, nous n'allons pas laisser nos frères dans les prisons, ça c'est sûr. Nous allons poursuivre cette affaire même après l'entrée en vigueur des jugements. Et comme par le passé, nous avons veillé à résoudre cette question par les voies juridiques et légales. Aujourd'hui, le sujet ne concerne plus la justice, seules les issues politiques sont disponibles".

"Nous allons œuvrer par les voies politiques et diplomatiques pour traiter cette affaire, rendre justice à nos frères et ne pas les laisser dans les prisons", a conclu le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah.

29/04

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=135485&language=fr>

2-12 Sérieuses préoccupations israéliennes quand à leur avantage militaire!

Le chef de la section technologique de l'armée israélienne, le général Kadhai Shahar, a déclaré que l'écart technique et technologique entre "Israël" et ses ennemis diminue d'une manière rapide et très dangereuse. Il a noté qu'une série de rapports des services de sécurité et des services de renseignements ont montré que nous ne possédons pas un énorme avantage, comme c'était le cas auparavant, dans le domaine des coopérations technologiques et techniques, notamment au sujet des combats nocturnes et de la force aérienne" ! Kadhai a ajouté : "Nos ennemis ont développés leurs technologies, d'une manière progressive, ce qui pose un dilemme pour nous », en soulignant que « la révolution technologique a dévoilé l'ensemble de nos réalisations technologiques militaires à l'ennemi qui contre-attaque en innovant de nouveaux systèmes de défense et de nouveaux armements».

Par ailleurs, le quotidien Al Hayat avait rapporté que le ministre de la guerre israélien , Ehud Barak avait déclaré lors d'une rencontre organisée par le parti travailliste, qu'ils avaient besoin d'un changement fondamental et urgent dans les relations israélo-américaines, car la poursuite de la supériorité militaire qualitative dépend de la volonté des États-Unis à maintenir cette prédominance.

20/05

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=138375&language=fr>

2-13 Révélation des contrats nucléaires illégaux de Washington avec Tel-Aviv.

La Publication d'un rapport a révélé les contrats nucléaires illégaux des Etats-Unis avec le régime sioniste. Selon IRIB citant Russia Today, ce rapport qui est depuis des décennies classifiés, révèle le rôle de Washington dans la préparation des matières nucléaires pour le régime sioniste.

Ce document montre que de 1957 à 1967 Israël recevait des Etats-Unis de l'uranium utilisable dans les bombes atomiques. Ce document montre également que les services de renseignements américains ne coopéraient pas suffisamment et cela a fait reporter la préparation et la publication de ce ...

22/05

<http://french.irib.ir/>

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Le monde arabe de la Palestine à l'Irak.

1. La Palestine occupée

Nous commençons, d'abord, par les territoires palestiniens occupés où Israël ne se contente plus de construire de nouvelles colonies ou d'empêcher un grand nombre de Palestiniens du droit de retour dans leurs villes, en particulier dans Al Qods. En effet, un plan nouveau est mis, aujourd'hui, en exécution : le « transfert » de plus de 70 000 personnes loin de la Cisjordanie. Le prétexte avancé : ce sont des « illégaux » dans leur propre pays, puisqu'ils ne détiennent pas de laissez-passer israéliens.

Ce plan vise, non seulement à se débarrasser des quelques 30 000 habitants de Gaza qui travaillent en Cisjordanie, mais surtout de chasser plus de 40 000 Palestiniens de la Cisjordanie et d'Al Qods de continuer à vivre chez eux et dans la patrie de leurs ancêtres, sous prétexte que « leurs papiers ne sont pas en règle ».

Ces mesures concernant le « transfert » se rencontrent avec d'autres, semblables, en Europe : l'Allemagne, par exemple, vient de publier un arrêté selon lequel la nationalité allemande sera retirée de plusieurs milliers de Palestiniens détenteurs de passeports ; de même, l'UNRWA a déclaré que la carte de « réfugié » sera retirée de tout Palestinien détenteur d'une seconde nationalité.

Ces mesures israéliennes, ajoutées à celles de l'UNRWA et de l'Allemagne, constituent la base d'une nouvelle campagne visant à se débarrasser d'un grand nombre de Palestiniens, à poursuivre le blocus contre Gaza et les mesures de violence contre la Cisjordanie, tandis que 19 mille citoyens palestiniens se trouvent dans les prisons israéliennes, dont 4 mille font, depuis plusieurs jours, la grève de la faim afin d'attirer l'attention du monde sur les violences psychologiques et corporelles qu'ils subissent dans leurs lieux de détention.

2. La Ligue arabe

Et, tandis qu'Israël menace de chasser des dizaines de milliers de Palestiniens, ajoutant à la première *Nakba* une autre tout aussi importante, le régime officiel arabe pousse les Palestiniens à aller de l'avant vers des négociations indirectes sans condition aucune. Il joue le jeu des Etats-Unis, tant par les positions prises à l'égard de la poursuite par Israël de sa politique de colonisation que par le mutisme complet à l'égard des dernières mesures israéliennes concernant le transfert des 70 000 Palestiniens.

De plus, et selon des sources informées, certains régimes arabes poursuivent les pourparlers secrets visant à normaliser leurs relations politiques et économiques avec Tel Aviv ; d'autres sont allés jusqu'à envoyer des messages de félicitations au gouvernement israélien pour le soixante-deuxième anniversaire de la création d'Israël qui coïncide avec celui de la *Nakba*.

30-04

Le Comité des relations internationales Du Parti Communiste libanais

3-2 Un nouveau plan de paix à l'automne.

On comprend, dans ces conditions, que l'administration Obama manifeste une certaine irritation devant la mauvaise volonté israélienne. Confrontés à deux guerres - en Irak et en Afghanistan - et au difficile dossier du nucléaire irakien, les responsables du Pentagone et du Conseil de sécurité insistent, avec l'aval désormais explicite du président, sur la nécessité dans laquelle ils se trouvent d'obtenir et de préserver le soutien de la majeure partie du monde arabe. Et ils répètent, depuis plusieurs semaines désormais, que de ce point de vue, le conflit qui se prolonge au Proche-Orient représente un fardeau pour les Etats-Unis. Barack Obama a rappelé mardi que la résolution du conflit israélo-palestinien était « une question de sécurité nationale vitale pour les Etats-Unis » car elle avait « un coût significatif en sang et en ressources financières »

Il n'est pas question pour Washington, de revenir sur le caractère stratégique et historique de l'alliance entre les Etats-Unis et Israël, ni d'évoquer d'éventuelles menaces de pressions sur Jerusalem - les assurances sont claires sur ces points - mais de faire comprendre à Benjamin Netanyahu qu'on attend plus et mieux de lui.

C'était d'ailleurs le sens de l'intervention d'Hillary Clinton, jeudi devant les membres d'un centre de recherches pour la paix au Moyen-Orient. « Notre administration n'a pas l'intention d'imposer un accord aux deux parties, a déclaré la secrétaire d'Etat, mais Israël ne peut pas reculer devant les choix difficiles qui doivent être faits pour parvenir à la paix avec les Palestiniens ». Même s'il ne s'agit pas « d'imposer un accord » aux deux parties, Washington, semble-t-il, pense sérieusement à présenter, peut-être dès cet automne, un « plan de paix pour le Proche-Orient » qui serait notamment fondé sur les avancées obtenues à Camp David en juillet 2000, puis à Taba, en janvier 2001.

Le président américain, selon le Washington Post, aurait pris cette décision après avoir recueilli l'avis de six anciens conseillers pour la sécurité des présidents démocrates et républicains, réunis par le général Jim Jones, actuel titulaire du poste. Au lieu de tenter d'obtenir des deux parties des concessions et d'offrir des propositions de rapprochement, comme projetait de le faire George Mitchell, les collaborateurs de Barack Obama envisageraient, sur les conseils de ces experts, de faire progresser les deux parties à partir des positions déjà acquises sur les questions des frontières, du « droit au retour » des réfugiés palestiniens, du statut de Jérusalem et de la sécurité.

Ce plan, toujours selon les informations recueillies par David Ignatius du Washington Post, serait mis en œuvre en même temps que les mesures destinées à convaincre - voire contraindre - l'Iran de renoncer à ses ambitions nucléaires militaires. L'objectif étant de ne pas laisser le problème palestinien sans solution, pour le plus grand bénéfice de l'Iran et des extrémistes islamistes, prompts à se présenter en défenseurs des opprimés. Une partie des conseillers de Barack Obama estimerait que ce plan de paix doit se substituer purement et simplement au projet de « négociations indirectes ». D'autres jugeraient qu'il

faut laisser une chance à la navette diplomatique de George Mitchell et mettre en œuvre ce plan en cas d'échec des négociations. Echec tenu pour probable, étant donné l'intransigeance actuelle d'Israël.
<http://renebackmann.blogs.nouvelobs.com/>

3-3 Mohamed El Bachir : Amalek et l'Etat d'Israël.

Torpillées en quelques heures par l'annonce de la construction de 1600 logements dans Jérusalem -Est, les négociations israélo-palestiniennes indirectes, après 15 mois d'impasse - depuis la guerre à Gaza début 2009 - semblent déjà condamnées à l'échec. Cette annonce accompagne une autre mesure non moins importante, à savoir, l'inscription au patrimoine israélien du Tombeau de Rachel à Bethléem et du Caveau des patriarches à Hébron. Les injonctions des dirigeants occidentaux et en particulier ceux du Président Américain Obama n'ont rien changé à l'attitude intransigeante et méprisante des dirigeants israéliens.

Au contraire, l'Etat d'Israël vient de franchir un nouveau pas dans son comportement d'Etat hors la loi internationale.

En effet, un ordre de l'armée, va permettre l'expulsion ou l'arrestation de dizaines de milliers de Palestiniens séjournant en Cisjordanie. Cet ordre vise notamment les Palestiniens détenteurs d'une carte d'identité avec une adresse dans la bande de Gaza, ou qui sont nés dans ce territoire, ainsi que leurs descendants. Le décret militaire du 13 octobre 2009 vise également les Palestiniens nés en Cisjordanie qui ont, pour diverses raisons, perdu leur statut de résident à la suite, par exemple, d'un séjour à l'étranger. En d'autres termes, l'Etat d'Israël met en place une politique de déportation, en cohérence avec le développement de la colonisation d'une grande partie de la Cisjordanie. La colonisation aggravée par de futures déportations massives, si on se réfère au décret militaire, préfigure l'Etat palestinien tel que le conceptualisent les responsables politiques et militaires israéliens. Interrogé par le journal *Le Monde* (9/03/10), le Président israélien, Shimon Pérès, donne un aperçu de l'Etat palestinien tel que le mur est entrain de le configurer. A la question du journaliste Laurent Zecchini, « mais la Cisjordanie représente 12 % de la Palestine historique, contre 22 % en 1967 ». De quel Etat s'agit-il ? », le Président israélien Shimon Pérès affirme que « Ce n'est pas la question de la taille d'un Etat qui compte, mais le niveau de son développement. La viabilité d'un Etat dépend de la modernité de son économie, pas de son agriculture ni de sa terre. Nous ne sommes pas fous : nous ne voulons pas avoir un Etat palestinien qui souffrirait. Nous voulons un Etat palestinien heureux, indépendant et qui nous respecte. »

Pour compléter la définition de « viabilité d'un Etat » selon Shimon Pérès, il faut ajouter l'autonomie administrative et économique sous tutelle que l'Etat d'Israël est disposé à accorder aux palestiniens.

Face à cela, la Communauté Internationale ne fait rien pour contrecarrer la judaïsation de la Cisjordanie. Tout indique qu'à l'ombre de la diplomatie internationale, la Judée- Samarie est entrain de naître sur 60% de la Cisjordanie. Une naissance qui fera de l'avènement d'une Palestine souveraine, une chimère. En dernière analyse, l'Etat d'Israël est sur la voie de parachever l'avènement du « Royaume biblique d'Israël » en annexant Jérusalem-Est et la "Judée- Samarie" . C'est une question de temps. C'est pour cela que l'Etat d'Israël sabote toute initiative diplomatique. Elle discrédite ainsi l'Autorité Nationale Palestinienne et par là même, marginalise le droit international, tout en présentant le Hamas comme l'ennemi irréductible. Le but est de transformer le conflit israélo-palestinien en un conflit religieux. Cela sert doublement l'Etat d'Israël : légitimer son propre discours religieux et aiguïser les contradictions inter- palestiniennes. Dans un tel contexte, la politique de développement économique en Cisjordanie, du Premier Ministre Palestinien Salam Fayed- louée par les responsables européens et américains- tout en améliorant les conditions de vie des palestiniens, joue le jeu israélien. A son corps défendant, la politique de Salam Fayed corrobore d'une certaine manière la réponse de Shimon Pérès au journal *Le Monde*. Il va sans dire que la persistance de deux autorités palestiniennes, dans la bande de Gaza, et en Cisjordanie, favorise les desseins israéliens. La sécurité d'Israël étant l'alpha et l'oméga de toute politique occidentale dans cette région, rien ne sera entrepris qui affaiblirait cet Etat. Une fois de plus, tout semble démontrer que la question palestinienne est, pour les chancelleries occidentales, une monnaie d'échange dans leurs relations avec les pays arabes et non une question existentielle du peuple palestinien. Une monnaie qui sert à gagner le soutien des dirigeants arabes face à l'Iran. Le nucléaire iranien étant la priorité des priorités du gouvernement israélien. Sur ce point, Shimon Pérès éclaire les intentions d'Israël et des alliés occidentaux dans l'entrevue accordée au journal *Le Monde*. A la question : « Le Proche-Orient fait-il face à de nouveaux dangers ? », le Président Israélien confirme que : « Oui, car nous sommes confrontés à de nouvelles ambitions. Les Perses veulent de nouveau contrôler le Proche-Orient. Que ce soit pour des motifs religieux importe peu... »

Concernant les pays arabes, le Président ajoute « ... La plupart des Arabes en sont profondément préoccupés. Ils ont peur d'une agression de l'Iran, et ils ne savent pas quoi faire... Israël n'est plus le principal problème pour eux, c'est l'Iran, qui utilise le conflit israélo-arabe comme une excuse pour ses ambitions...Ils ne le diront jamais ouvertement bien sûr. Mais aujourd'hui, les contacts secrets sont plus importants que les contacts diplomatiques. L'Iran a aujourd'hui deux agences de terreur : le Hezbollah et le Hamas. Ils ont divisé le Liban et divisé les Palestiniens. Le Hezbollah ne permet pas au Liban de revenir vers la paix, et le Hamas - pas nous ! - ne permet pas aux Palestiniens d'avoir un Etat.. ».

D'une part, Shimon Pérès décline toute responsabilité israélienne quant à l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations avec les palestiniens et écrit l'agenda de la diplomatie occidentale dans le Proche-Orient, d'autre part. C'est pour toutes ses raisons qu'il est légitime de poser la question suivante : L'Etat d'Israël veut-il la paix ?

Perses au lieu de Iraniens, le choix du terme n'est pas anodin dans la bouche de Shimon Pérès. L'affirmation présidentielle concernant « les perses » traduit en langage laïc et plus diplomatique, la déclaration du Premier ministre israélien Benyamin Netannyahou à Auschwitz, le 28 janvier 2010 : « Nous nous souviendrons toujours de ce que nous a fait l'Amalek nazi, et nous n'oublierons pas de nous tenir sur nos gardes face au nouvel Amalek qui apparaît au devant de l'histoire, et menace à nouveau d'exterminer les juifs. Nous ne prendrons pas les choses à la légère en nous faisant croire qu'il s'agit d'intimidations en l'air. »

Le terme « Perses » resitue la question existentielle israélienne dans le mythe biblique. Le concept "sécurité", constant dans le discours politique israélien, trouve sa racine dans la Bible avec le "Amalek antique". Pour Shimon Pérès et Benyamin Netannyahou, le « nouvel Amalek » est « la Perse qui de nouveau veut contrôler le Proche-Orient ». Mais qui est le « Amalek biblique ? »

Dans le Deutéronome, XXV 17-19, il est écrit : « Souviens-toi de ce que t'a fait Amalek, sur le chemin, à votre sortie d'Egypte. Il te rencontra en chemin, démembra tous les gens affaiblis sur tes arrières ; toi, tu étais las et épuisé, et lui ne craignait pas Dieu. Ce sera lorsque le Seigneur ton Dieu t'aura donné le repos de tous tes ennemis alentour, dans le pays que le Seigneur ton Dieu te donne en héritage pour l'occuper, tu effaceras le souvenir d'Amalek de dessous les cieux, ne l'oublie point. ...Lorsque Moïse tenait ses mains levées, Israël l'emportait, et quand il les laissait retomber, Amalek l'emportait. »

Amalek est donc le roi du peuple ayant attaqué, à Refidim, les enfants d'Israël à leur sortie d'Egypte, et dont, selon la Bible, un descendant Perse, Haman, conseiller du roi Perse Xerxès I - dit Assuérus - (485 à 465 avant J.C), avait projeté d'exterminer tous les juifs du royaume. Mis au courant par Esther, fille adoptive du Juif Mardochée et femme de l'Empereur Perse, Xerxès I mit fin à l'entreprise d'aman et le destitua. Enfin, selon la bible, Amalek est polymorphe.

Dans les discours des milieux politico-religieux, notamment chez les colons, Amalek est toujours présent. Ce qui signifie que le peuple israélien et la population juive, en général, « doit se souvenir et ne doit pas oublier » qu'elle est sous une perpétuelle menace. Pour Israël, le danger est indéfini et l'adversité permanente. « ... Le particularisme d'Israël n'est plus dans "l'élection", ni même dans l'impunité (héritage de la mauvaise conscience de l'Europe), mais avant tout dans l'adversité, dans le besoin d'adversité. » (1) On est tenté d'ajouter que l'Etat d'Israël se nourrit de l'adversité. C'est pour cela qu'elle l'entretien.

Note: (1) Article : Israël, le syndrome d'Amalek, Salah Guemriche

Mohamed El Bachir

18/5

Source: [legrandsoir](#)

http://www.michelcollon.info:80/index.php?view=article&catid=6&id=2760&option=com_content&Itemid=11

3-4 Leila Mazboudi : Pots de vin et chantage à l'ONU pour la création « d'Israël ».

Nouvelle révélation qui devrait faire réfléchir sur les facteurs qui ont contribué à la création de l'entité sioniste et la prise de position au sein de l'organisation onusienne : C'est grâce aux pots de vins et au chantage que l'usurpation de la Palestine a été décidée. Sur les 33 états des 46 membres qui formaient de l'Assemblée générale en 1947, nombreux sont les pays qui ont perçu des pots de vin afin d'accorder leurs voix en faveur de la résolution onusienne 181 sur la partition de la Palestine.

Cette divulgation revient à un historien israélien, Benny Morris, l'un des plus "sionisant" de ceux qui furent connus sous l'appellation « les nouveaux historiens israéliens du post-sionisme ». Elle est étayée dans son nouveau livre intitulé « 1948 : l'histoire de la première guerre arabo-israélienne » dans lequel il brosse l'histoire de l'entité sioniste, minée par les mensonges et les fausses croyances. Son approche même celle présentant les images les plus poignantes contre des Palestiniens n'a rien d'un examen de conscience. Elle vise surtout à justifier aux sionistes toutes leurs agressions, au nom de la création de l'entité sioniste.

Quelques jours avant le vote, raconte Morris, les dirigeants du mouvement sioniste étaient particulièrement perturbés. Après avoir décompté les voix des votants, les résultats s'avéraient être en défaveur de la création de l'entité sioniste.

C'est à ce moment que fut prise la décision de puiser dans le machiavélisme : « à ce point là, l'un de ces dirigeants sionistes jugea que les moyens propres de dissuasion n'étaient plus suffisants, et qu'il fallait recourir aux moyens sombres, dont les pots de vin et les autres pressions », écrit Morris, signalant que « les considérations financières ont joué un rôle considérable sur les représentants de pays d'Amérique du sud, dont l'un d'entre eux perçut la somme de 70 mille dollars en contre partie de son vote en faveur de la partition ».

L'historien israélien évoque le cas du Costa-Rica, prétendant qu'il a touché le montant de 45 milles dollars, celui du Guatemala dont le représentant faisait part d'un zèle quelque peu exagéré selon Morris pour le sionisme et qui, « d'après les documents des archives britanniques percevait des sommes de la part de mouvements sionistes américains et était en relation avec une juive ».

Un deuxième procédé tout aussi démoniaque fut également utilisé pour la création « d'Israël », celui du chantage. Selon Morris, il était exercé contre ceux qui refusèrent d'être corrompus: ainsi le Libéria s'est vu menacé de ne plus pouvoir vendre son caoutchouc.

Parmi les parties qui l'exercèrent, en général des hommes d'affaires et d'influence sionistes, est mentionné un certain Samuel Zamourai dirigeant d'un syndicat américain (la société des fruits unifiées) qui jouissait d'une grande influence dans les Caraïbes.

Ces procédés ne sont certes pas une nouveauté pour le public israélien. Ils ont été mentionnés par des historiens tels Michaël Cohen et Tom Seguev, lequel avait écrit qu'à cette époque, un budget d'un million de dollars a été assigné pour « des opérations spéciales ».

Mais pourquoi Morris, selon lequel ils sont bel et bien légitimes car « la création d'Israël était à l'ordre du jour... et la fin justifie les moyens », les rappelle-t-il à un moment où l'entité sioniste sonne plus que jamais la sonnette d'alarme sur son existence.

« Un pot de vin est meilleur qu'une troisième guerre mondiale que les Arabes menaçaient de déclencher si l'état était proclamé », avait-il glissé durant son entretien avec le Yediot Aharonot.

Les propos peuvent éventuellement suggérer, aux yeux du bourreau, le contentieux présent avec l'Iran, la Syrie,

le Hezbollah et le Hamas.

Mais aux yeux des victimes, ils prouvent une fois de plus l'ampleur de l'arnaque, via les instances internationales.

Leila Mazboudi

22 mai

Source : Al Manar

<http://www.almanar.com.lb/...>

3-5 Nouveau décret de boycott contre Israël.

Une cinquantaine de savants en théologie jordaniens ont convenu d'émettre une Fatwa, (l'équivalent d'un décret religieux contraignant aux fidèles), dans laquelle ils incitent les Musulmans à boycotter l'entité sioniste économiquement.

Accusant ceux qui s'abstiennent de l'observer d'être relégués au statut des « collaborateurs des ennemis de Dieu ».

Selon le communiqué signé, sont interdites « toutes les activités économiques avec l'ennemi, notamment l'importation et la consommation de leurs produits, ainsi que l'exportation vers lui ».

La liste comprend également « la vente d'immobiliers ou les locations d'immobilier, toutes les promotions de leurs marchandises, le partenariat dans la fondation des sociétés, des usines ; le travail dans leurs usines ou sociétés, tout échange de service, mêmes ceux du secteur touristique et toutes les activités économiques qui apportent un soutien à l'ennemi sioniste et ses alliés, et leur permettent d'assoir leur hégémonie sur les pays des Musulmans ».

Parmi les signataires de la fatwa figurent l'ex-ministre jordanien du legs islamique, et le président actuel du Conseil des ulémas des frères musulmans Ibrahim Zeid Kilani, ainsi que des personnalités éminentes du monde universitaire et théologique.

Le décret a qualifié le boycott économique comme étant « l'un des aspects du jihad qui est devoir législatif inébranlable, et dont l'abandon équivaut à une collaboration avec l'ennemi de l'islam, considéré comme étant un grand pécher ».

Signalant que le boycott économique a été utilisé comme « arme par les ennemis contre nos frères musulmans à Gaza, en Irak, au Soudan et ailleurs »,... , le communiqué exhorte les Musulmans, aussi bien les dirigeants que les peuples à faire de même : « les Musulmans devraient se rendre compte que l'argent qui va à l'ennemi sert à tuer leurs frères » et celui qu'ils gagnent avec l'ennemi comme étant illicite.

A noter que ce décret constitue la première démarche d'une campagne de boycott contre l'entité sioniste, dans le cadre des activités supervisées par le Comité de résistance à la normalisation affilié aux syndicats des professions libres. Une liste noire sera dressée pour ceux qui collaborent avec Israël, et une liste d'honneur pour ceux qui s'y refusent.

Samedi prochain, le comité organisera un festival au cours duquel des marchandises israéliennes seront brûlées devant le marché central des fruits et légumes, au sud de la capitale jordanienne. 12/05/2010

12/05/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=137221&language=fr>

3-6 Israël négocie et bombarde.

Israël qui, depuis 1948, ne cesse de se consolider aux dépens de ses voisins, menace la stabilité du Proche-Orient.

Comme si sa supériorité militaire fait un doute, la Chambre des représentants américains a approuvé à une majorité écrasante (410 voix contre 4) un projet du président américain, Barak Obama, prévoyant d'octroyer 205 millions de dollars à Israël pour la mise en place de son système de défense contre des roquettes et des missiles de courte portée, intitulé «Iron dome».

Pour le président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, Howard Berman, c'est une question vitale de protéger «chaque mètre carré d'Israël». Réconforté, Tsahal roulera demain ses mécaniques.

Il débutera son exercice annuel de défense civile. Officiellement c'est pour préparer ses arrières et les services de secours à une éventuelle attaque massive de roquettes de Hamas ou du Hezbollah.

Selon Nabil Qaouk, un responsable du parti chiite libanais, «les combattants ont reçu pour instruction de se tenir totalement prêts face à la manœuvre israélienne » et «en cas de nouvelle agression contre le Liban, les Israéliens ne trouveront pas un endroit en Palestine où se cacher ».

Nouvelle guerre ? Israël, qui a récemment accusé la Syrie de fournir des missiles Scud au Hezbollah, avait prévenu qu'il tiendrait le gouvernement libanais pour responsable, et non le mouvement chiite, en cas de conflit armé. Le Premier ministre libanais, Saâd Hariri se rendra demain à Washington pour sa première visite officielle aux Etats-Unis. Selon Oussama Sifa, directeur du Centre libanais des études politiques, lors de cette visite, M. Hariri, qui rencontrera le président Obama, «cherchera à obtenir des garanties de Washington contre une nouvelle aventure israélienne au Liban».

Lors de sa première rencontre, jeudi, avec l'émissaire américain, George Mitchell dans le cadre des négociations indirectes entre Israël et l'Autorité palestinienne, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu s'est dit «prêt à faire des gestes de bonne volonté envers les Palestiniens».

En contrepartie, il leur exige de s'employer «à donner une atmosphère positive aux entretiens et ne mène pas

une campagne internationale contre Israël comme elle l'a fait pour empêcher son adhésion à l'OCDE». Mais les gestes de bonne volonté israéliens sont bien singuliers. Quelques heures après cette rencontre entre Mitchell et Netanyahu, l'armée israélienne a lancé trois raids aériens sur la bande de Gaza.

Autre geste israélien : Mohammed Abou Teir, un député du Hamas emprisonné depuis près de quatre ans, à peine relâché, qu'il se voit signifier par la police d'El Qods, après un interrogatoire, qu'il est «indésirable» à El Qods.

«Les enquêteurs m'ont dit que je devais rester dans mon village et ne pas venir en ville (El Qods)», dit-il. L'heure a-t-elle sonné pour une nouvelle guerre au Proche-Orient ?

22/05

<http://www.horizons-dz.com/monde/10242.html>

3-7 Jean-Paul Le Marec : A quoi servent les déclarations et les résolutions ?

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a pu se rendre à Gaza. Il a pris la mesure des dégâts humains et matériels causés par l'agression israélienne de l'hiver 2008-2009 et des conséquences du blocus qui continue d'asphyxier le territoire: " J'ai dit clairement aux dirigeants israéliens que leur politique de bouclage n'est pas tenable et qu'elle est mauvaise (...) Elle inflige des souffrances inacceptables à la population de Gaza".

Après son retour à Washington, quelles ont été les suites de cette ferme déclaration: rien, aucune décision ne concrète pour empêcher Israël de continuer à bafouer le droit international!

Pas la moindre résolution, qui serait de toute façon restée lettre morte, puisqu'Israël n'applique aucune des nombreuses résolutions des Nations unies. Il en est malheureusement de même pour les dirigeants des Etats-Unis et des pays européens.

Barack Obama, qui mettait comme condition à la reprise des négociations le gel total de la colonisation, a reculé et essaie aujourd'hui de convaincre les autorités palestiniennes de mener des "négociations indirectes" avec Israël.

Même la provocation de l'annonce par le gouvernement israélien de construire 1600 nouveaux logements dans la partie arabe de Jérusalem lors de la visite du vice-président des Etats-Unis, Joseph Biden, à Tel Aviv, n'a suscité que quelques réprobations verbales, vite oubliées. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a récidivé en rejetant officiellement l'appel des Etats-Unis à la suspension des constructions à Jérusalem-Est juste au moment où l'émissaire spécial étasunien pour le Proche-Orient, George Mitchell, arrivait en Israël le 27 avril pour essayer de relancer les négociations par des "discussions de proximité". Barack Obama essaie de sauver la face en cherchant à contourner l'intransigeance israélienne et à montrer que le processus de négociation n'est pas bloqué. Comme l'écrit le récent bulletin de l'association de juristes démocrates "Droit Solidarité": " L'insolence du gouvernement israélien défie même maintenant son principal soutien. Sans doute ne s'y risque-t-il que parce qu'il sait que les Etats-Unis et l'Union européenne, la main sur le cœur, s'en diront offusqués mais que cela n'ira pas plus loin".

Effectivement, l'Union européenne, membre du Quartet avec l'ONU, les Etats-Unis et la Russie, fait preuve de la même complaisance à l'égard d'Israël. C'est ainsi, qu'à l'initiative de la France, elle a pris la décision de "rehausser" ses relations avec Israël avec un statut spécial fondé sur l'association plus étroite d'Israël au marché européen et à certaines politiques communautaires. Ce geste a été reçu par Israël comme un encouragement à poursuivre sa politique de colonisation et de répression. Les responsables des institutions européennes, que ce soit au Conseil ou à la Commission, se contentent de beaux discours et de grandes déclarations pour "exprimer leur préoccupation", "condamner", "exhorter", "protester", "dénoncer" Israël (leur principal travail est de consulter le dictionnaire des synonymes pour rédiger leurs textes). Auditionné par la commission du développement du Parlement européen, Tony Blair, représentant du Quartet, est même allé jusqu'à dresser un tableau optimiste des progrès réalisés dans les territoires palestiniens en jugeant la "situation équilibrée"

Sur le plan français, c'est la même mollesse des réactions allant jusqu'à l'inaction, masquée là aussi par de belles déclarations. C'est ainsi que Bernard Kouchner a reconnu l'impuissance de son gouvernement et de l'Union européenne en répondant à une interpellation du député Hervé de Charette, ancien ministre des affaires étrangères: " Qu'est-ce qu'on peut faire? Qu'est-ce qu'on peut faire alors que tout le temps, tous les jours, toutes les semaines, toutes les réunions, nous sommes en train non seulement de dénoncer mais de proposer (...) Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre? Est-ce que vous avez une idée sur ce que l'on pourrait opposer pour être efficace? Nous n'en avons pas beaucoup, alors nous faisons, et l'Europe avec nous, beaucoup de choses".

Le même Kouchner a récidivé le 7 avril en répondant au député Jean-Paul Lecoq à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale: " Nous condamnons très fermement la colonisation et la façon dont elle se poursuit (...) Toutefois, nous ne pouvons empêcher que ces décisions soient prises. Il convient de tenir compte de cette réalité, non pas pour l'accepter mais pour remettre en cause nos analyses: comment faire, maintenant? Si la solution était évidente, elle aurait été trouvée". Constat d'impuissance qui s'apparente à de la complicité! Le gouvernement français n'a même pas protesté quand des diplomates français ont été agressés à plusieurs reprises par les forces de sécurité israéliennes. Il laisse des entreprises françaises s'implanter à Jérusalem-Est et contribue ainsi à renforcer la colonisation israélienne

L'inaction coupable des dirigeants des pays occidentaux rend le gouvernement israélien encore plus intransigeant et arrogant. Il balaie d'un revers de main la demande du Parlement européen de mettre en œuvre les recommandations du rapport Goldstone qui reconnaît les violations du droit humanitaire international commises par Israël. Il maintient le blocus de Gaza, garde en prison plus de 10 000 Palestiniens (dont des femmes, des enfants et des membres élus du Parlement) et poursuit la répression contre les Palestiniens. Les prisonniers libérés ne peuvent même pas retrouver leur village et leur famille; à l'instar de Ahmad Saïd Sabbah, ils sont déportés vers Gaza. Non seulement, l'Etat hébreu refuse le gel de la colonisation mais annonce au contraire que le processus va se poursuivre alors que déjà plus de 200 000 Israélien se sont installés dans des quartiers juifs à Jérusalem-Est depuis son annexion en 1967.

Le 24 mars, un conseiller municipal de Jérusalem, M. Peleg, a ouvertement déclaré que Jérusalem était "une ville unie sous souveraineté israélienne" et qu'il fallait "continuer d'y délivrer des permis de construire". Déclaration que la municipalité de Jérusalem et le gouvernement appliquent à la lettre avec l'implantation de nouvelles colonies accompagnée d'expulsions de Palestiniens. Le 27 avril, le maire de Jérusalem, Nir Barkat, a nié tout gel officiel ou officieux de la construction de colonies dans la partie orientale de la ville. En violation du droit international et des résolutions des Nations unies, le gouvernement israélien ne veut pas entendre parler des frontières de 1967 et prétend que Jérusalem est la capitale "éternelle" d'Israël. L'expérience de ces dernières années le prouve, les exhortations, les recommandations, les condamnations verbales, Israël s'en moque complètement! Si l'on veut qu'Israël respecte le droit international, il faut l'y contraindre par des actes, par exemple en imposant des sanctions économiques, commerciales et financières. Sur le plan européen, la suspension de l'accord d'association UE-Israël, comme l'avait demandé le Parlement européen en avril 2002, serait sans nul doute un des meilleurs moyens pour mettre un terme à l'impunité d'Israël qui se considère au-dessus des lois et normes internationales. Pour faire appliquer ces sanctions, il faut développer la mobilisation internationale et renforcer le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) qui "est aujourd'hui la principale arme qui nous reste pour mettre fin à destruction de la Palestine", comme le soulignait récemment Pierre Stambul. Le règlement du conflit et la paix ne pourront passer que par la fin de l'occupation et de la colonisation, le démantèlement de toutes les colonies, la destruction du mur de séparation et d'annexion, la libération de tous les prisonniers politiques, le retour des réfugiés (qui est un droit inaliénable et imprescriptible) et la reconnaissance des droits du peuple palestinien à un Etat indépendant et viable avec Jérusalem-Est comme capitale.

Source : Investig'Action

Jean-Paul Le Marec

11 Mai

http://www.michelcollon.info:80/index.php?view=article&catid=6&id=2747&option=com_content&Itemid=11

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1828>

3-8 Ce que les Israéliens refusent de voir ...

Tous les sujets tabous intéressent l'opinion publique israélienne, sauf la répression contre les Palestiniens. Ces derniers vivent pourtant à quelques kilomètres de chez eux, constate le poète Yitzhak Laor.

Les Israéliens raffolent des secrets militaires. Leurs best-sellers sont des livres écrits par d'anciens militaires, espions ou responsables du Shabak [service de la sûreté] et du Mossad [service de renseignement]. Toute une culture s'est bâtie autour de "ce dont il est interdit de parler mais qu'il faut savoir à tout prix". Mais il y a une chose que les Israéliens (ou du moins la plupart d'entre eux) ne veulent pas savoir et qui n'a rien à voir avec le secret militaire. La dernière enquête d'opinion réalisée par le Centre Tami Steinmetz de recherches sur la paix indique que, s'il y a un sujet dont l'opinion israélienne ne veut rien savoir, c'est la répression contre les Palestiniens. Ici, il ne s'agit pas de secret mais de déni.

Une enquête n'était sans doute pas nécessaire. Il suffit de regarder les informations sur une chaîne privée pour comprendre que ce qui se passe dans les Territoires palestiniens n'est pas "vendeur". Non seulement les gens ne veulent rien savoir parce qu'ils savent pertinemment qu'il y a quelque chose à savoir (sinon ils ne refuseraient pas de savoir), mais l'armée israélienne est désormais considérée comme l'unique source légitime d'information sur les Territoires. Or l'armée ment – et c'est une litote. Le vocabulaire dont elle use pour, par exemple, évoquer les tirs contre des manifestants palestiniens non violents est truffé d'euphémismes, et le devoir d'explication ne se fait sentir que lorsque des ONG israéliennes comme B'Tselem diffusent des photos montrant, par exemple, des colons ouvrir le feu sans que l'armée ne bouge le petit doigt. Voilà le genre de choses que les Israéliens ne veulent pas savoir.

Les Territoires sont loin. Les Palestiniens sont loin. Le "mur", les routes de séparation, l'armée et les journaux télévisés sont responsables de cette hallucination. La "Judée" et la "Samarie" [appellations bibliques de la Cisjordanie] sont pourtant tout près de nous. Les colons vivent parmi nous. Nous les voyons tous les jours, eux et leurs maisons. Ils sont dans l'armée. Ils sont l'armée. Mais la séparation entre, d'une part, ceux qui sont près de nous, qui ont le droit de vote, les armes, les droits et l'appui financier de l'Etat, et, d'autre part, ceux qui vivent à égale distance physique mais qui sont tenus en respect loin de nous, de l'autre côté du mur, des clôtures et des barrages, cette séparation est entretenue par notre refus de savoir, par notre déni.

Les ONG israéliennes défendant les droits de l'homme sont harcelées tout simplement au nom de notre refus de savoir. Il nous est interdit de nous forger librement une opinion sur des faits, des scènes, des voix et des options, toutes choses censées participer à la prise de conscience par l'Israélien – qui vit à cinq minutes – de cette réalité incroyable que représentent quarante-trois ans de dictature militaire exercée sur un autre peuple. Nos arguments sécuritaires sont contredits par un argumentaire diamétralement opposé, selon lequel notre insécurité résulte de la dépossession des Palestiniens, du contrôle que nous exerçons sur leurs ressources naturelles et des entraves infinies que nous imposons à leur vie quotidienne. Mais ce dernier argumentaire ne fait pas le poids face à la perception israélienne du "Nous sommes ici, eux ne sont pas ici".

Lorsque le principal du lycée Ironi, à Tel-Aviv, a demandé que l'on emmène ses enseignants voir les barrages [israéliens dans les Territoires palestiniens], il s'est fait violemment rappeler à l'ordre par sa hiérarchie. C'est la réalisation d'une prophétie de Karl Marx : "Un peuple qui en opprime un autre forge ses propres chaînes." On ne saurait mieux décrire notre réalité historique actuelle.

3-9 Danielle Bleitrach : “Si vous aviez un cœur, vous pleureriez pour les Palestiniens”.

Norman Finkelstein et la carte de l'holocauste

Norman Finkelstein répond à une jeune étudiante qui n'accepte pas des critiques à l'encontre de l'Etat israélien à cause de la souffrance de l'holocauste.”AMERICAN RADICAL”

Je voudrais ajouter que moi Danielle Bleitrach qui ai vécu des choses comparables à Norman Finkelstein et qui ai prononcé face à des proches, à peu près les mêmes mots que lui, j'ai pourtant hésité à placer cette video. Pourquoi parce qu'elle correspondait à une autre,, celle d'un type que je considère comme une ordure antisémite, le sieur Dieudonné.

Dernièrement il a commencé une critique (légitime) d'une autre ordure de son accabit, le sieur Zemmour. Il a dit en commençant une chose juste, à savoir que c'était vrai que la petite délinquance était noire et arabe, mais que la grande délinquance qui n'était pas inquiétée, celle des banquiers était juive. le début de la phrase sur la vraie délinquance des banquiers était juste mais transformer le capital et l'impérialisme en ploutocratie juive est aussi nazie que le discours de Zemmour.

D'abord c'est faux, et utiliser un faux pour inciter au racisme doit être puni, les deux protagonistes Zemmour et Dieudonné relèvent des tribunaux et personnellement la mort de leurs auteurs ne m'aurait pas gênée du temps des guillotines révolutionnaires. Parce que de tels discours sont corrupteurs, trompent les peuples sur l'origine de leurs malheurs, cherchent des boucs émissaires.

Et parce que j'ai eu envie de répondre à cette grosse pute raciste: “tu, oublies qu'un des pires salopards de la planète, le fauteur de guerre, celui qui soutient les massacres de Palestiniens est un nègre.”

Et que donc le racisme c'est contagieux. L'imbécile ignominie vous rend ignoble et c'est pour cela qu'il faut être intolérant... Comme on doit l'être aux larmes de crocodile, à tous ceux qui utilisent les crimes contre l'humanité pour accomplir leurs propres crimes...

Oui la seule solution c'est de refuser ce genre de référence et de dénoncer le crime et l'injustice comme le fait Finkelstein ici, et l'urgence est bien dans ce que subissent les Palestiniens, la référence au passé doit seulement être une aide pour mieux agir dans le présent et l'avenir. donc j'ai placé ce texte malgré la présence en fond d'une video où l'on voit cette ordure raciste de Dieudonné tentant d'empêcher que l'on raisonne comme le fait Finkelstein, d'abord au nom de l'humanité.

Danielle Bleitrach

1 mai

[Continuer la lecture “Si vous aviez un coeur, vous pleureriez pour les Palestiniens”](#)

3-10 Une hausse sans précédent du cancer dans la bande de Gaza.

La hausse de toutes sortes de cancer et d'insuffisance rénale, dans la bande de Gaza, est de plus en plus remarquable, confirme Dr. Youssef Ibrahim, président du bureau de l'environnement de la Bande. Ces hausses sont les conséquences de ce phosphore blanc et de cet uranium utilisés par les forces israéliennes d'occupation au cours de leur guerre criminelle menée contre Gaza l'année dernière.

Dans une interview exclusive donnée à notre Centre Palestinien d'Information (CPI), Ibrahim souligne que ces forces avaient utilisé des produits dangereusement toxiques. Ces produits se sont infiltrés dans le sol palestinien et l'ont par conséquent contaminé. L'uranium, le zinc, le mercure, le cobalt et d'autres produits cancérigènes ont été trouvés dans les corps des victimes de cette guerre israélienne criminelle.

Le président du bureau de l'environnement a saisi l'occasion de cette interview pour lancer un appel de détresse à tous les pays du monde et aux organisations et institutions internationales comme régionales pour intervenir de façon urgente afin d'éviter les effets désastreux de l'agression sioniste sur l'environnement palestinien de la bande de Gaza.

Dr. Youssef Ibrahim, président du bureau de l'environnement de la Bande, nous fait part de son point de vue, dans l'interview exclusive ci-après, traduite de l'arabe et résumée par nos soins.

Des munitions et des déchets

CPI : Les autorités de l'occupation israélienne, au cours de leur guerre menée contre la bande de Gaza l'année dernière, ont frappé l'environnement de la Bande de manière très dangereuse. Voulez-vous nous donner un peu plus d'explication ?

Dr. Youssef Ibrahim : Tout d'abord, nous voulons remercier votre Centre Palestinien d'Information (CPI) pour l'attention qu'il donne à cette question sensible et tellement dangereuse. Nous demandons par ailleurs à tous les médias d'en faire de même et de mettre sous la lumière les pratiques de l'occupation israélienne. Et nous, pour notre part, nous confirmons que les forces israéliennes d'occupation ont eu recours à pas moins de 35 sortes de métaux toxiques. Et naturellement, ces produits laissent leurs effets néfastes sur l'environnement palestinien au moins sur deux niveaux : les armes et les munitions utilisées au cours de l'agression, puis leurs déchets.

Et en passant en revue les échantillons et les conséquences par le ministère de la santé, lors d'une conférence donnée à son siège de Gaza, il s'est avéré que ces produits s'étaient infiltrés dans le sol palestinien et les corps

des martyrs. Le climat de la bande de Gaza ne fait que confirmer la dangerosité de cette nouvelle donne. Un grand niveau d'uranium, de zinc, de mercure, de cobalt et d'autres produits très toxiques et très dangereux et cancérigènes pour la santé y a été trouvé. Il faut alors une réaction internationale sérieuse et efficace pour sauver la bande de Gaza. Une catastrophe menace effectivement et directement la bande de Gaza.

Les effets des éléments toxiques

CPI : Ces produits toxiques et dangereux, comment pourront-ils réagir sur l'environnement de la bande de Gaza ?

Dr. Youssef Ibrahim : Si ces produits se sont infiltrés dans les corps des martyrs, ils touchent nécessairement les corps des vivants. On s'attend malheureusement à l'apparition de toutes sortes de cancer et à des naissances malformées. Et l'infiltration de produits toxiques dans le sol et dans l'air affectera la faune et la flore de la Bande.

J'ai peur que beaucoup d'arbres de la Bande trouvent la mort et que ces produits toxiques aient pénétré les légumes et les fruits mangés par l'homme. Ces produits se sont infiltrés dans la nappe aquifère... Ainsi, la pollution touche l'homme, la pierre, l'arbre, le sol, le climat, tout l'environnement de la bande de Gaza. Les conséquences néfastes de tout cela apparaîtront dans les petites années à venir et à long terme.

Les terres agricoles

CPI : Cette dangereuse pollution a-t-elle touché une grande superficie de la bande de Gaza ? Avez-vous des chiffres à nous donner ?

Dr. Youssef Ibrahim : Une hausse d'une pollution dangereuse a été remarquée dans le sol, dans l'air et surtout sur les bâtiments bombardés par les forces israéliennes d'occupation. Le sol et les terres agricoles ont directement été touchés. En fait, les forces israéliennes d'occupation ont délibérément bombardé de vastes terrains agricoles et y ont fait des fosses profondes. De vastes surfaces sont donc polluées par ces produits toxiques ; les tests aux laboratoires l'ont prouvé.

Et parlons de chiffres. Environ deux mille hectares de terrains ont été rasés au cours de la guerre agressive israélienne menée contre Gaza, ainsi que 410 mille arbres. Toutes les zones frontalières sont vidées de leurs habitants, un désastre démographique supplémentaire. En effet, pas moins de cinq mille unités résidentielles ont été totalement détruites et plus de cinquante mille partiellement. Les bombardements de maisons, d'usines, de sièges du gouvernement, de mosquées, d'écoles et d'autres bâtiments ont laissé un million et demi de tonnes de décombres... Cette guerre a laissé entre 8 et 9 mille tonnes de toutes sortes de déchets. A remarquer que les décombres polluent et que les restes des munitions dont l'uranium constituent un réel danger sur l'environnement.

La terre brûlée !

CPI : La politique de la terre brûlée, que signifie-t-elle ? Les produits toxiques représentent-ils un réel danger sur les plantes, les plantes qui sont un élément essentiel de l'environnement ?

Dr. Youssef Ibrahim : Pour ce qui est de la politique de la terre brûlée pratiquée par l'armée israélienne dans sa guerre criminelle israélienne contre Gaza, cette armée détruisait tout sur son passage : pierres, plantes, réseaux d'eau et d'égouts. Ainsi, de grandes surfaces de terrains agricoles ont été polluées, sans parler de l'entassement de la terre par le passage de leurs lourds engins...

Je vous confirme que les bombes au phosphore blanc ont brûlé la couverture verte, une destruction immense de l'environnement palestinien. Puis la propagation du phosphore blanc a détruit l'environnement et a pollué les produits agricoles. Elle a aussi laissé ses effets négatifs sur tous les éléments de l'environnement : eau, air, sol, créatures...

Le message à envoyer

CPI : Quel message voulez-vous envoyer concernant ce sujet ?

Dr. Youssef Ibrahim : Nous envoyons un message urgent à toutes les organisations et institutions s'intéressant à l'environnement, en particulier les ministères arabes et islamiques de l'environnement. Nous les appelons à rendre visite à la bande de Gaza pour travailler afin d'éliminer les conséquences toxiques, ou du moins les alléger. Je voudrais également appeler le bureau de l'environnement de la Ligue Arabe et ses institutions, les centres arabes et islamiques de recherches concernant la pollution de l'environnement à collaborer avec le bureau de l'environnement de la bande de Gaza afin d'éviter la catastrophe humaine et environnementale qui est sur le point de frapper la Bande. Nous appelons aussi les institutions internationales travaillant dans les domaines des droits de l'homme et de la santé à venir dans la bande de Gaza pour voir la réalité du terrain et les conséquences dangereuses de ces produits toxiques. Leurs effets néfastes commencent à affecter les habitants de la Bande. La propagation des tumeurs de toutes sortes, de la déficience rénale, des malformations de naissance sont des preuves irréfutables

17 avril 2010

EDT par SOULEIMAN

<http://news.stcom.net:80/modules.php?name=News&file=article&sid=5080>

3-11 L'ambiguïté nucléaire israélienne sur la sellette.

L'entité sioniste est préoccupée plus que jamais pour sa politique d'ambiguïté nucléaire, nourrie depuis qu'elle a développé un programme nucléaire dans les années cinquante.

Dernièrement, plusieurs états arabes et islamiques, en particulier des alliés de l'Occident, sollicités par lui de s'élever contre le programme nucléaire iranien, ont élevé la voix contre le programme israélien.

Ils ont exigé que soit suspendu ce traitement de faveur dont bénéficie Israël à leur détriment, dans le cadre de l'appel du président américain en faveur d'un Proche-Orient exempt d'armes nucléaires.

Disposant de quelques 200 ogives (selon des chiffres estimés par des experts militaires sans jamais être vérifiés) Tel Aviv qui se prononce rarement sur son programme refuse d'adhérer au Traité de non prolifération, et rejette tous les propositions de contrôle de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est abstenu le mois dernier de se rendre au sommet nucléaire de Washington pour ne pas avoir à être interrogé sur ce programme.
En vain, le Caire a persisté pour rédiger un projet de résolution préconisant des sanctions contre Israël s'il refuse toujours d'adhérer au TNP.

La Turquie qui met aussi du sien sans relâche, a condamné le double poids et mesure de la Communauté internationale qui harcèle Téhéran, pour des bombes qui n'existent toujours pas, (selon l'aveu des hauts dirigeants militaires américains), alors que le seul pays nucléaire de la région n'est nullement interrogé.

Appels entendus ? Rien de sûr : toujours est-il que pour le moment, il est prévu que les capacités nucléaires israéliennes soient à l'ordre du jour des discussions de la prochaine réunion de l'AIEA, le mois de juin prochain, rapporte le Jérusalem Post.

A ce stade, selon le journal, les Israéliens craignent une baisse de soutien américain envers cette politique d'ambiguïté israélienne, accordé depuis 1969. Car, au lieu de rejeter la proposition égyptienne tout court, comme l'avait fait le précédent président américain Bill Clinton en 1995, lors d'une première tentative de la part de l'Égypte, le président actuel Barack Obama a dépêché son émissaire au Caire pour négocier les procédures à suivre pour organiser une conférence pour un Proche-Orient sans armes nucléaires. Soulevant les inquiétudes israéliennes.

Ce lundi, le ministre de la guerre israélien Ehud Barak est monté au créneau pour rassurer : « Il n'y a aucun risque que cette politique soit menacée » a-t-il indiqué mettant néanmoins en garde contre « le risque de subir une érosion à long-terme de la réputation israélienne sur la scène internationale ».

Sans plus de détails, le responsable israélien est tout de suite passé au nucléaire iranien. Il a affiché un optimisme concernant le changement de ton de l'administration américaine au sujet du programme nucléaire iranien. "Dans le passé, les Américains disaient « ne pas être prêts à accepter » un Iran nucléaire. Mais, maintenant, ils emploient d'autres termes : ils sont « déterminés à empêcher l'Iran de devenir une puissance nucléaire », a-t-il prétendu.

Pirouette devenue courante chez les dirigeants israéliens.

10/05

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=136936&language=fr>

3-12 Pendant ce temps là

Les soldats israéliens ont agressé plusieurs fois des diplomates français.

Si Nicolas Sarkozy fait beaucoup d'efforts pour se rapprocher de l'Etat hébreu, on ne peut pas dire que la réciprocité soit vraie.

A preuve la multiplication des « bavures » commises par les forces de sécurité israéliennes à l'encontre de ressortissants français en mission et soigneusement étouffées par le Quai d'Orsay.

Lundi, la directrice du centre culturel français de Naplouse (Cisjordanie) a été sortie de son véhicule, jetée à terre et rouée de coups par des militaires israéliens près de Jérusalem. « Je peux te tuer », a lancé en anglais l'un des soldats.

Sa voiture portait pourtant des plaques diplomatiques. Depuis, on lui a déconseillé de porter plainte pour ne pas « gêner » la visite de Netanyahu.

Mardi, c'est le directeur du centre culturel de Jérusalem-Ouest, Olivier Debray, qui, à bord d'un véhicule pourvu de plaques consulaires, a été insulté par des policiers.

Miette.

D'une façon générale, le corps consulaire français se plaint de la violation régulière par les policiers et les soldats israéliens des usages consulaires.

Le 11 juin 2008, Catherine Hyver, consule adjointe à Jérusalem, avait été retenue dix-sept heures sans une goutte d'eau ni une miette de pain par la sécurité israélienne à un point de passage de la bande de Gaza.

Excréments.

Mais l'incident le plus choquant est l'occupation du domicile de l'agent consulaire français, Majdi Chakkoura, à Gaza pendant l'attaque israélienne de janvier.

En son absence, les soldats israéliens ont complètement ravagé les lieux - pourtant signalés à l'armée israélienne -, volé une grosse somme d'argent, les bijoux de son épouse, son ordinateur et détruit la thèse sur laquelle il travaillait.

Et ils ont souillé d'excréments le drapeau français.

Le Quai d'Orsay n'a là encore élevé aucune protestation. Une occupation semblable s'est produite au domicile d'une professeure palestinienne du centre culturel français.

Avec ce tag écrit en français sur la bibliothèque dévastée : « Sale arabe, on va revenir te tuer ».

C'est, dit-on à Gaza, la faute de français - le « t » en trop - qui a choqué l'enseignante.

26/04

<http://www.liberation.fr/monde/0101576075-la-france-humiliee-par-tsahal>

3-13 Quand on voit "Israël" allant contre la paix, nous redoutons la guerre!

Les deux présidents de Syrie Bachar al-Assad et de Turquie Abdullah Gül ont mené samedi à Istanbul des entretiens, au terme desquels ils ont tenu une conférence de presse soulignant les bases fermes sur lesquelles reposent les relations syro-turques .

Le président Al-Assad a souligné avoir discuté avec le président Gül de la paix. "Il se peut qu'on demande de quel paix il 'agit? Il n'y a ni paix, ni processus de paix, ni partenaire pour la paix", a indiqué le président al-Assad qui tout en admettant ces faits, a affirmé avoir réitéré au président Gül l'attachement de la Syrie à la médiation turque "perçue comme étant un

problème par l'Israélien qui n'est pas habitué à une médiation honnête et réussie qui signifie la réalisation de la paix qui n'est point requise par les Israéliens".

"Nous tenons à cette médiation tout en sachant qu'Israël n'est pas un partenaire à l'étape présente, ni même dans le passé; or personne n'oublie que le gouvernement d'Olmert avait répondu au Premier Ministre de la Turquie sur la paix par l'offensive contre Gaza et la tuerie des milliers, sans oublier le blocus de Gaza et ce qui se passe à al-Qods".

Interrogé sur les menaces israéliennes de guerre, le président Al Assad, a rappelé que personne ne désire la guerre, et a fait savoir que le fait de travailler avec la Turquie sur la question de la paix vise à ne pas voir arriver ce qu'on ne souhaite pas: "Quand on voit un gouvernement allant dans le sens inverse de la paix, nous redoutons la guerre. Cette chose n'en demeure pas moins irréelle; mais même si son éventualité est faible, il faut travailler pour l'empêcher. La solution est d'agir pour la paix afin que la guerre n'éclate pas", a expliqué le président Al Assad.

Prenant la parole, le président Gül a exprimé sa foi que la stabilité politique et la confiance entre les deux pays amèneraient la stabilité, la sécurité et le bien-être à la région.

"Nous possédons de longues frontières communes et nous avons de grands projets conjoints servant les intérêts de nos peuples", a poursuivi le président Gül, se félicitant de l'évolution marquante des relations entre les deux pays, dont certains de ses aspects l'annulation des visas d'entrée et l'accord de libre commerce.

Le président Gül a insisté d'autre part sur la solution par les voies diplomatiques du dossier nucléaire iranien et sur la nécessité de l'instauration en Irak d'un gouvernement exprimant la volonté du peuple irakien.

Soulignant par ailleurs l'intérêt de son pays au processus de paix, le président Gül s'est dit sensible à la confiance que le président Al Assad a accordée à la Turquie dans ce sens.

A la question de savoir si la Syrie redoute des facteurs intérieurs ou extérieurs visant à saboter les relations syro-turques, le président syrien a rappelé que la garantie et le soutien de ces relations sont la base populaire. "Si ces relations s'étaient centrées au niveau officiel, il se pourrait qu'on parvienne à les perturber; mais elles jouissent d'un soutien général des peuples des deux pays".

En réponse à une question posée sur le dossier nucléaire iranien et la médiation turque à ce sujet, le président Al Assad a dit avoir demandé au président Gül de poursuivre son important rôle dans ce sens vu la confiance qui s'était établie entre les gouvernements turc et iranien. "Pourtant, toute action politique doit se faire sur une référence, donc, toute initiative dans ce sens doit reposer sur le Traité sur la non-prolifération des armes de destruction massive, lequel donne à n'importe quel pays de posséder l'énergie nucléaire civile et fixe les mécanismes de supervision des activités nucléaires de ces pays", a souligné le président Al Assad, déplorant que les pays qui avaient avancé des initiatives à ce sujet, occidentaux précisément, avaient dévié du TNP et fait passer la question de l'AIEA au Conseil de Sécurité.

A une question adressée aux deux présidents sur les moyens de mobiliser les Arabes et les Musulmans pour faire face aux pratiques israéliennes à al-Qods, le président al-Assad, se demandant quel est le rôle international à ce sujet, a affirmé que sans qu'« Israël » paye pour ses actes, tout propos reste dans le domaine des condamnations qui n'aboutiraient pas.

Le président al-Assad a affirmé qu'on n'est pas en mesure de parler pour les pays islamiques "ceci nécessite une action collective".

De son côté, le président Gül a noté: "Al-Qods ne concerne pas uniquement les Palestiniens ou les Arabes, mais encore tout le monde islamique. Les fouilles sous al-Aqsa et les mesures prises contre al-Qods sont des mesures dangereuses dont nous avons discuté avec nos alliés avec en tête les Etats-Unis". Questionné sur les menaces de guerre dans la région, le président Gül a commencé par dire: Nous ne voulons pas entendre le mot guerre, la région n'en supporte pas plus.

Questionné comment la Turquie entendait faire en vue de la reprise des négociations indirectes syro-israéliennes avec un gouvernement extrémiste, le président Gül a souligné que les faits avaient démontré qu'on ne parvenait pas à des résultats au moyen de la guerre, mais par la diplomatie et le dialogue; le problème du Moyen-Orient concerne le monde entier qui considère comme priorité l'instauration de la paix au Moyen-Orient, à commencer par l'établissement d'un Etat palestinien sur le sol palestinien; "mais il y a aussi la Syrie et le Liban, l'impact est une solution pour l'instauration de la paix durable".

Auparavant, et en présence des deux présidents, deux accords de coopération ont été signés l'un dans le domaine de l'information et de la presse, et l'autre sur l'utilisation commune des postes frontaliers terrestres de Qamechli et de Nassib.

SANA

09/05

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=136706&language=fr>

3-14 Carlo Strenger : Juifs de gauche du monde entier, unissez-vous.

Cet article, écrit à l'occasion de la présentation de JCall à Bruxelles, est en réalité un véritable programme politique et même philosophique d'une "Nouvelle Gauche", pour la diaspora comme pour Israël

L'échec du sommet de Camp David en 2000 et le début de la deuxième Intifada ont, par étapes, fait basculer le balancier politique israélien vers la droite, jusqu'au gouvernement actuel qui comprend Avigdor Lieberman, l'un des ministres les plus anti-démocratiques qu'Israël ait jamais connus et qui est en train de mener Israël à un isolement total, et le parti Shas dont la préoccupation essentielle est de pousser à la construction dans Jérusalem-Est et dans les colonies.

Cela a eu pour résultat, au cours de cette dernière décennie, une étonnante distorsion de la voix juive de diaspora, principalement aux Etats-Unis. A en juger par les médias, on aurait pu croire que la plupart des juifs penchaient à droite et soutenaient la politique colonisatrice d'Israël et son attitude dialatoire face à la décision de mettre fin à l'occupation.

Or, cela n'a jamais été vrai : la plupart des juifs de la diaspora sont engagés à gauche, y compris la plus grande partie de la communauté juive américaine.

Aujourd'hui, le cours du pendule s'inverse. Des juifs de la diaspora commencent à se rendre compte qu'il est temps de refuser le diktat de la droite qui dit qu'être pro-israélien signifie soutenir la politique de tout gouvernement israélien, quoi qu'il fasse, et que la droite juive ne représente qu'une petite minorité du peuple juif.

Se soucier de ses amis et de sa famille, ce n'est pas ne pas les critiquer quand on pense qu'ils se font du mal. Car quand nous nous soucions du bien-être de quelqu'un, on nous demande souvent de lui dire qu'il va dans la mauvaise direction. Ainsi, les juifs de gauche de diaspora se tiennent fermement aux côtés d'Israël tout en critiquant avec véhémence l'occupation et les colonies.

Cette semaine, une délégation de représentants de J Street s'est rendue en Israël. Ils ont été reçus par le président Shimon Peres et entendu des politiques israéliens de premier plan, tels le député travailliste Matan Vilnai et la leader de l'opposition Tzipi Livni dire que la fin de l'occupation représentait la tâche la plus urgente d'Israël pour le sauvegarder en tant qu'Etat démocratique du peuple juif. La tentative du gouvernement Netanyahu de présenter J Street comme se situant en-dehors du débat juif légitime a échoué. Finalement, après avoir refusé d'assister au premier congrès de J Street, l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, Michael Oren, les a reçus il y a quelques semaines.

A ce mouvement, initié par J Street, se joint maintenant un JCall européen, qui comprend des intellectuels juifs comme Bernard-Henri Lévy et Alain Finkielkraut, et qui va présenter aujourd'hui son message au Parlement européen. JCall est l'abréviation de "Jewish European Call to Reason". Ce dernier développement est doublement important : d'abord parce qu'il donne une voix à la majorité des juifs européens qui, tout en se souciant d'Israël, sont de gauche ; et ensuite parce que ses leaders ont critiqué sévèrement la gauche européenne anti-israélienne, comme l'ont montré La Gauche Mélancolique de Bernard-Henri Lévy et La Défaite de la Pensée d'Alain Finkielkraut.

Il y a ceux, au sein de la gauche européenne (et parfois américaine), qui sont passés à une vision de monde simpliste, en noir et blanc, gouvernée par ce j'appelle le SLES, abréviation de "Standard Left Explanatory System" (système allant de so) standard de gauche). Le SLES est un vestige du sentiment de culpabilité de nombreux Européens vis-à-vis de leur passé colonial. Les principes : toujours soutenir l'opprimé, surtout s'il n'est pas occidental. Si l'opprimé se comporte de façon immorale (11 septembre, attentats du 7 juillet 2005 à Londres, le Hamas qui cache des armes et des combattants au milieu de la population civile), toujours accuser l'Occident, et si possible les juifs, de les avoir poussés à faire cela. Ne jamais demander à des groupes non-occidentaux d'assumer la responsabilité de leurs actes, mais plutôt, de façon masochiste, chercher des manières de rendre l'Occident responsable.

Or, si cette nouvelle voix juive de gauche refuse de céder aux pressions de la droite juive lui demandant de soutenir les actions d'Israël quand elles vont dans la mauvaise direction, qu'elles sont immorales et destructrices ; et si elle critique la poursuite de l'occupation de territoires palestiniens depuis 43 ans et condamne la construction dans les colonies ; elle refuse en même temps, véhémentement, de se laisser enfermer dans la tendance masochiste du SLES qui consiste à ne rechercher que les fautes occidentales tout en révélant, de façon systématique, des fondements antisémites sous une rhétorique anti-israélienne.

Elle soutient vigoureusement le droit des Palestiniens d'avoir leur propre Etat où ils pourront vivre dans la dignité et la liberté, mais ne leur pardonne pas leurs erreurs fatales, à commencer par le refus de la partition des Nations unies en 1947 jusqu'à l'élection en 2005 d'un Hamas explicitement antisémite. Car elle pense que le respect des Palestiniens, c'est aussi les tenir responsables de leurs actes. Et elle démasque avec constance la tendance, au sein du monde arabe, à blâmer Israël pour ses propres défauts ou retards. Enfin, elle ne perd jamais de vue les dangers de l'islam radical, tout en cherchant à coopérer avec les musulmans modérés et progressistes.

Les nouveaux juifs de gauche se caractérisent par ce que la philosophe Susan Neiman, dans un merveilleux ouvrage [1], a nommé la "clarté morale" : une combinaison entre principes moraux intangibles et raison (plus que croyance religieuse ou dogmatisme idéologique) comme guide de la décision pour les questions factuelles.

Je prédis que cette nouvelle voix juive de gauche aura le dessus dans le discours et la politique du judaïsme en diaspora.

Ayant souffert de l'irrationnel, de la persécution, du préjugé et de la haine, nous, juifs, connaissons l'importance de l'esprit des Lumières, et il est temps de les appliquer partout, et bien sûr, d'abord et avant tout en Israël.

Aujourd'hui, il est temps pour la gauche israélienne, qui a disparu politiquement et abandonné l'espace public à la droite, sauf quelques petites enclaves, d'emmener la diaspora et de faire entendre notre voix haut et clair. Tout en étant intransigeants dans l'opposition à l'occupation, l'expansion des colonies et pour les droits des Arabes israéliens, nous ne devons pas tomber dans le piège du SLES. Nous devons expliquer à notre électorat que nous ne considérons pas seulement les Palestiniens comme des victimes, mais comme des partenaires qui doivent être tenus responsables de leurs actes.

Nous ne devons plus laisser les Avigdor Lieberman et consorts, dont la vision du monde est contraire à l'esprit des Lumières, être le visage de notre pays aux yeux du monde. La mémoire de la Shoah est sacrée, mais nous devons refuser son exploitation politique par Lieberman et Benjamin Netanyahu. Tout en ne nous voilant pas la face devant les dangers de l'islam radical et des ambitions hégémoniques de l'Iran, nous devons refuser les jeux avec la peur que joue la droite, qui n'a ni message politique ni vision d'avenir pour Israël.

Netanyahu a dit que le parti Likoud était censé appartenir à la tradition des Lumières et à la démocratie. Prenons-le au mot et exigeons qu'il laisse tomber ses partenaires de la coalition qui ne sont pas sur ces principes, et forme un gouvernement réellement attaché à ces valeurs, avec Kadima et les travaillistes pour principaux partenaires. Enfin, nous devons exiger du Parti travailliste qu'il finisse par revenir à ses valeurs et faire pression sur Netanyahu pour faire avancer Israël vers la clarté morale qui se trouve au cœur de la vision juive de gauche.

[1] Moral Clarity : A Guide for Grown-Up Idealists, 2008, New York : Harcourt

Carlo Strenger est professeur de psychologie à l'université de Tel-Aviv

[Carlo Strenger](#)

5 mai

Ha'aretz

3-15 Vers un mouvement juif européen pour la paix.

« L'avenir d'Israël passe nécessairement par l'établissement d'une paix avec le peuple palestinien selon le principe deux peuples, deux Etats. Nous le savons tous, il y a urgence. Bientôt Israël sera confronté à une alternative désastreuse : soit devenir un Etat où les Juifs seraient minoritaires dans leur propre pays ; soit mettre en place un régime qui déshonorerait Israël et le transformerait en une arène de guerre civile ». C'est ce qu'écrivent, dans un « Appel à la raison » qui sera rendu public demain, des « citoyens de pays européens, juifs », attachés à « l'avenir et la sécurité » d'Israël et convaincus que « l'occupation et la poursuite ininterrompue des implantations en Cisjordanie et dans les quartiers arabes de Jerusalem-Est sont une erreur politique et une faute morale ».

Plus de cent personnalités, parmi lesquelles, Daniel Cohn-Bendit, Boris Cyrulnik, Etienne Emile Beaulieu, Alain Finkielkraut, Georges Kiejman, Claude Lefort, Bernard-Henri Lévy, Olivier et Pierre Nora, Denis Peschanski, Henri Rousso, Henri Weber, ont déjà signé l'appel.

Les artisans de cette initiative, dont plusieurs sont membres du mouvement « La paix maintenant », estiment que l'Union européenne et les Etats-Unis doivent faire pression sur les deux parties en conflit pour les aider à parvenir à « un règlement raisonnable » et considèrent que « l'alignement systématique sur la politique du gouvernement israélien est dangereux car il va à l'encontre des intérêts vitaux de l'Etat d'Israël ». Ils entendent, au-delà de leur appel, créer un mouvement européen capable de faire entendre la voix de la raison à tous.

« Pour nous, dit l'un des initiateurs, Daniel Rachline, il est clair que la solution négociée du problème israélo-palestinien passe par la création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël et doit reposer sur trois piliers : - le partage de Jerusalem ; - le retrait des territoires occupés ; - l'indemnisation des réfugiés palestiniens. »

Daniel Rachline, comme ses amis, admet avoir été inspiré par l'exemple de « J Street », l'organisation de soutien à Israël créée aux Etats-Unis en 2008, par des juifs progressistes favorables à une solution à deux Etats pour contrer l'American Israel public affairs committee (AIPAC), puissant lobby pro-israélien, aligné sur les positions du Likoud.

« Nous trouvons très encourageant de voir émerger un nouveau mouvement favorable à Israël et favorable à la paix, indique Amy Spitalnick de J Street. Pour notre part, nous sommes une organisation strictement américaine et nous n'avons pas l'intention de travailler au-delà des frontières des Etats-Unis mais nous sommes disposés à œuvrer avec tous ceux, à travers le monde qui veulent faire progresser une solution à deux Etats ainsi que la paix et la sécurité pour Israël et le Moyen-Orient ». Pour confirmer la dimension européenne de cette initiative et en exposer les objectifs, une première manifestation, organisée par les promoteurs de l'appel aura lieu le 3 mai, au parlement européen à Bruxelles.

<http://renebackmann.blogs.nouvelobs.com/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19